

FRANCE AMÉRIQUE LATINE



LE CHILI un an après

Pas de pause pour la solidarité

Les assassinats de démocrates
par la Junte chilienne

Une interview exclusive de
Rafael A. GUMUCIO

Pablo NERUDA aurait 70 ans

La solidarité internationale à
la résistance chilienne

NUMERO SPECIAL EDITE PAR
le Comité France Amérique latine
11, rue du Caire - 75002 PARIS

Septembre 1974
Prix de ce numéro : 4 F.

40 P 7735

APPEL

A L'OPINION PUBLIQUE INTERNATIONALE

Les 6 et 7 juillet 1974 s'est tenue à Paris la très importante Conférence pan-européenne de Solidarité avec le Chili, convoquée à l'initiative du Comité français "Solidarité Chili". (voir page 17).

Nous reproduisons ci-dessous l'APPEL qui a été adopté à la clôture de la conférence.

Le 11 septembre 1973, lors du coup d'Etat qui a abouti à l'instauration d'un régime militaire fasciste, le Président constitutionnel de la République du Chili, Salvador ALLENDE, tombait héroïquement en défendant les institutions et le gouvernement que le peuple chilien s'était librement donné.

Comme lui, ont trouvé la mort, victimes de la réaction intérieure et de l'impérialisme des milliers de travailleurs, de démocrates et de militaires loyaux qui avaient souhaité pour leur pays et pour leur peuple la justice, la démocratie, la liberté et l'indépendance nationale.

Depuis lors, les travailleurs, les démocrates, le peuple chilien tout entier, y compris beaucoup de ceux qui s'étaient opposés au gouvernement de l'Unité populaire, subissent la loi de l'arbitraire, de la terreur et de la misère.

Depuis lors, arrestations arbitraires, tortures, parodies de jugement, exécutions sommaires sont érigées en système. Depuis bientôt un an, sont bafoués les principes et garanties de la Déclaration universelle des droits de l'homme, sous couvert d'une monstruosité juridique : "l'état de guerre interne".

Le peuple chilien lutte héroïquement pour reconquérir ses libertés élémentaires, civiques, démocratiques et syndicales.

Pour que soit enfin mis un terme à cette impitoyable répression, pour sauver les vies menacées dans les prisons et les camps, par la torture, par les procès préfabriqués.

Pour que cesse le crime !

Venus de toute l'Europe et réunis à Paris les 6 et 7 juillet 1974, ensemble nous exigeons solennellement :

- que cesse "l'état de guerre interne" au Chili ;
- que cessent les arrestations arbitraires, les tortures, les jugements sommaires ;
- que soient mis en liberté les dirigeants de l'Unité populaire menacés par des procès préfabriqués et dont les vies sont en danger, notamment Luis CORVALAN, Clodomiro ALMEYDA, Carlos MORALES, Fernando FLORES, Pedro Felipe RAMIREZ et tous autres dirigeants de l'Unité Populaire ainsi que les membres des forces armées fidèles à la constitution ; que soit donné connaissance du sort des militants disparus tels que Gustavo ROUS et Van SCHOUWEN ; que soient libérés tous les militants de la résistance populaire et tous les détenus politiques des prisons, des camps d'internement et des îles de déportation.
- que le droit d'asile soit respecté et des sauf-conduits accordés à tous les réfugiés dans les ambassades ;
- que soient rétablies les libertés élémentaires, civiques, démocratiques et syndicales, la dignité et les droits de l'homme.

Nous appelons l'opinion publique internationale tout entière, tous les hommes et les femmes épris de justice et de liberté, quelles que soient leur opinion politique, leur conviction philosophique ou leur croyance religieuse, à agir par tous les moyens pour imposer ces exigences.

Asses de deuils, de sang, de larmes au Chili !

Justice et liberté pour le peuple chilien !

Paris, le 7 juillet 1974

SOLIDARITE CHILI : PAS DE PAUSE

11 septembre 1973. Il n'est pas un démocrate dans le monde qui ne pense à cette date dents et poings serrés. Trois ans auparavant, élu par le peuple, confirmé par le Congrès, Salvador Allende, Président du Chili entrait à la Moneda. L'Unité Populaire triomphait. La droite tremblait. De rage, pour ses privilèges. A Washington, déjà, on préparait le renversement du régime "marxiste". Armando Uribe, entre autres, l'a démontré de manière irréfutable dans son livre : "L'intervention américaine au Chili".

Une fois de plus, de la manière la plus brutale, la plus sanglante qui soit, la "loi" dictée par les compagnies multinationales faisait donner ses sbires locaux pour punir un peuple qui la défiait. L'ère du crime commençait au Chili. L'heure du martyr pour des dizaines de milliers de travailleurs et de soldats fidèles à la démocratie. Le fascisme était là.

Personne ne peut plus en douter aujourd'hui. Augusto Pinochet s'est proclamé "Chef Suprême de la nation". Il est le pouvoir exécutif. Le "quarteron" de généraux de la junte sont le pouvoir législatif. Quant au pouvoir judiciaire, il est assumé par les cours martiales, et les pelotons d'exécution. Au cours des premières semaines, la répression avait été terrible et désordonnée. Aujourd'hui elle prend un caractère froidement systématique : on voudrait appliquer "la solution finale" à la Démocratie chilienne. Complices du coup d'Etat, des hommes comme Eduardo Frei découvrent, mais un peu tard, que dans sa haine de la liberté le fascisme ne défaille jamais.

La nature de la dictature, les formes de la répression, conditionnent l'organisation de la résistance à la Junte. La constitution d'appareils clandestins n'est jamais chose aisée. En ce qui concerne le Chili cela a été particulièrement ardu. A cause, bien sûr, de la constante persécution dont sont l'objet dirigeants, militants et même sympathisants connus. Mais aussi du fait de la configuration géographique du pays : si des comités se sont assez rapidement mis en place dans les centres urbains, les liaisons ont été plus longues à établir entre eux. Aujourd'hui tous les partis de l'Unité Populaire ont, non seulement, leur propre organisation au niveau national, mais encore des comités unitaires fonctionnent-ils à tous les niveaux.

Une très grande unité de vues s'est manifestée dans les déclarations des partis de gauche : pas de résistance armée, recherche d'une large union avec tous ceux qui s'opposent à la dictature fasciste et souhaitent le rétablissement des garanties constitutionnelles. Il est évident que cette position rencontre d'ores et déjà la compréhension d'une large majorité de la population et bénéficie de l'appui décidé de couches de plus

en plus larges, venant des horizons politiques les plus divers. Nombreux sont ceux qui, s'étant montrés complaisants avec le putsch au cours des premiers jours, passent aujourd'hui de la déception à la colère. Voyant le nombre de ses partisans se réduire comme peau de chagrin, la caste de militaires fascistes se replie chaque jour davantage sur elle-même, s'enfermant dans une logique répressive qui l'isole de jour en jour. Malgré l'aide scandaleuse que lui apporte le capitalisme mondial, la junte a échoué dans tout ce qu'elle a entrepris. Un désastre : politique, économique, social.

Mais prenons garde. La lutte contre Pinochet et ses complices commence à peine. Le mouvement de solidarité qui s'était développé spontanément sous le choc émotionnel du 11 septembre doit non seulement se poursuivre, mais se développer et se structurer. Il n'y a pas de miracle à attendre. Ce sera sans doute long et l'élan d'un jour ne suffit pas.

Or l'organisation de la solidarité internationale est vitale pour les militants chiliens, en particulier pour ceux qui agissent à l'intérieur. Une première victoire a d'ores et déjà été remportée : le régime de Pinochet n'est considéré comme "honorabile" par personne. Ou presque. Nixon et ses complices l'aident, certes. Mais un peu comme on soigne une maladie honteuse. Isolée à l'intérieur de son pays, la dictature est assistée mais isolée sur le plan international.

Aussi faut-il aller plus loin : en obligeant notamment la Junte à mettre fin à l'état de guerre interne qui donne un semblant de légalité à l'action des tribunaux militaires jugeant sommairement. C'est là un combat très important qui doit prendre une grande ampleur. En tout état de cause chaque procès doit être motif à mobilisation de l'opinion mondiale. Il faut mettre en accusation les accusateurs, dénoncer la sinistre farce qui consiste à condamner des hommes pour avoir pratiqué une politique pour l'application de laquelle ils avaient été démocratiquement élus.

Développer et structurer la solidarité internationale, c'est la tâche que s'est fixée la Conférence Pan-européenne pour le Chili, réunie à Paris les 6 et 7 juillet 1974. Réunissant Socialistes, Communistes, syndicalistes, démocrates, la conférence a connu un retentissement considérable. Nul doute qu'à Santiago et ailleurs nos camarades clandestins ont ressenti la puissance de l'appui qui leur était ainsi manifesté. Et Pinochet aura tremblé.

Et ce n'est qu'un début. Car il ne peut y avoir de pause.

Antoine BLANCA

L'ASSASSINAT DES DEMOCRATES

PAR LA JUNTE MILITAIRE

Des témoignages d'horreur...

.... apportés par des Chiliens emprisonnés après le putsch du 11 septembre, au Stade National ou sur des bateaux de guerre, et par des témoins de la "prise" de l'Université Technique d'Etat, transformée par la junte en une opération de guerre, et perpétrée par des troupes régulières contre des professeurs, des élèves et des fonctionnaires d'administration sans défense.

On a écrit des bibliothèques entières sur le fascisme et le souvenir de sa bestialité a servi de thème à des centaines de films ou de pièces de théâtre. Ce qui s'est passé au Chili à partir du putsch du 11 septembre 1973 ajoute un caractère de perversion particulière à l'histoire du fascisme, comme on pourra en juger d'après les extraits de témoignages que nous publions. Recueillis par Sergio Villegas, journaliste et écrivain chilien, ils font partie de son livre impressionnant, "Sur le Stade", publié en allemand et qui paraîtra sous peu en français et en d'autres langues

LES BATEAUX-PRISONS

Carlos : "Ils emmenaient des prisonniers sur les bateaux. Moi, je comprenais que je n'avais d'importance qu'à cause de mon père. Il m'a fallu attendre un peu avant d'être remis à deux marins armés. J'ai compris que je ne comptais pas. Quand ils ont commencé à se jouer de moi, à serrer mon écharpe et à faire d'autres choses pour m'embêter, j'ai dit à celui qui me faisait ça : "pourquoi vous ne me tuez pas avec votre mitrailleuse ? " Il s'est mis en colère et m'a crié : "Tais-toi". Ils m'ont ligoté et je suis resté tranquille.

Nous sommes partis au "Lebu". Là, ils m'ont fait une fiche complète : études, parents, voyages, etc... Mais avant ça, ils m'ont obligé à rester à plat ventre sur le pont pendant un long moment. Ils m'avaient retiré les menottes. Ils m'obligeaient à rester les mains sur la nuque. Le soleil frappait très fort et j'ai fini par avoir le front brûlé parce que mon visage était juste contre une poutre de fer,

Il était une heure et demie de l'après-midi quand ils nous ont fait descendre à la soute, une soute de cargo transportant du charbon, d'une dizaine de mètres de profondeur et d'environ 200 m2 de surface. C'était la soute N° 3, je l'ai mesurée grosso-modo. Nous y étions environ 100 personnes. Dans la soute N° 2 il y avait les accusés pour cause grave, les dirigeants. Nous l'avons su d'abord par des rumeurs, puis j'en ai eu confirmation un jour où ils m'ont mené en haut pour chercher des couvertures que m'avaient laissées des membres de ma famille. Je me suis penché et j'ai reconnu des dirigeants des jeunesses de presque tous les partis.

La nuit, j'écoutais les prisonniers de la soute N° 2. Ils les faisaient sortir en caleçon sur le pont, avec le froid qu'il faisait, et ils les faisaient courir. Je me souviens que c'est comme ça qu'ils ont tué l'Intendant de Concepcion à l'île Quiriquina.

Leurs difficultés devaient être terribles en bas. Ils étaient 250, plus ou moins, et la soute se trouvait du côté de la proue, là où le bateau commence à se rétrécir.

Je me suis fait plusieurs amis. En majorité, c'étaient des travailleurs. Un jeune gars m'a raconté qu'ils l'avaient emmené à El Belloto, la base de l'armée chilienne (FACH), et qu'ils l'ont torturé pendant trois jours. Ils le traînaient sur le mais, le mettaient dans un hélicoptère et lui disaient qu'ils allaient le jeter en vol. Un autre a été pendu à un hélicoptère ; c'était un dirigeant syndical. Envers lui, envers mon ami, ils ont exagéré les mauvais traitements. Mon ami a dû rester 48 heures à plat ventre par terre, les mains sur la nuque. Ensuite, ils l'ont fait courir longtemps en lui donnant des coups de crosse. C'était devenu tellement courant qu'on n'y faisait plus attention.

.... Certains cependant, avaient été traités de "dangereux" avant d'arriver ici. Ensuite ils ont changé leur étiquette. Un garçon, ouvrier municipal, m'a raconté qu'avant ils l'avaient gardé sur l'"Esmeralda" et que là ils lui avaient appliqué le courant électrique. Ils le faisaient coucher sur un matelas humide, en caleçon simplement et ils le battaient tous les jours, tous les jours, constamment, avec quelques intervalles de repos pour qu'il résiste. Ils lui avaient appliqué le courant sur presque toutes les zones du corps et il avait l'impression que c'était une torture très scientifique, à la manière du Brésil, appliquée par des gens spécialement entraînés. Qui les préparait ? Nous pensions tous que ce devaient être des experts étrangers. Il est impensable qu'on ait connu au Chili tant de techniques pour tuer et torturer.

Nous nous efforcions de ne pas tomber dans l'abattement. Avec des morceaux de chaux que nous retirions de gros câbles détériorés, nous tracions sur le sol des damiers et nous

jouions aux échecs ou aux dames. Nous avons fabriqué les pions avec de petits morceaux de bois trouvés dans les coins. Avec un jeune garçon qui avait étudié les mathématiques, nous parlions et discussions de calcul intégral. Nous nous souvenions de certaines choses et nous écrivions des formules sur le sol. Nous parlions aussi d'autres questions scientifiques (.....)

Nous sommes restés huit jours sur le bateau. Les interrogatoires se faisaient dans la tour de contrôle. Ils nous y emmenaient les yeux bandés. Les interrogatoires étaient une séance de coups de poings et de coups de crosse. Ils nous interrogeaient en particulier sur "les armes". Ils commençaient par tenir pour acquis qu'on avait à voir avec les armes : "où sont-elles ? Où les as-tu cachées ?" Paf, un coup. Moi, ils ne m'auraient rien tiré, même s'ils m'avaient torturé (.....) Ensuite, on nous a conduits à l'Académie de Guerre, proche d'où on était. On allait à nouveau, le veston sur la tête. On a grimpé 4 étages, ils nous ont fait entrer dans une pièce et nous étendre à plat ventre. On y est resté, dans cette même position, pendant deux jours. Pendant ces deux jours, nous ne pouvions bouger que pour aller aux cabinets ; on avait envie de parler à quelqu'un, au voisin lui aussi à plat ventre, mais on ne pouvait pas.

Nous entendions comment ils torturaient. A différentes heures du jour et de la nuit. Quand mon tour est arrivé, ce qui est arrivé à la fin, j'ai entendu qu'ils torturaient quelqu'un près de moi, à environ deux mètres, dans la même pièce.

"Vas-y, parle, c'est pour ton bien" disaient-ils à l'homme.

Et ils lui appliquaient le courant électrique. Chaque fois, j'entendais le bruit du transformateur. J'ai pu me rendre compte ainsi qu'ils travaillaient avec un voltage variable. La voix du torturé était celle d'un homme d'une trentaine d'années et elle était angoissée. Je ne me souviens plus de ce qu'il disait mais, en bref, il niait tout. Tant que je suis resté, il n'a rien lâché. Et ça a duré longtemps, très longtemps. Pour moi, c'était interminable.

Pendant la première nuit passée à l'Académie de Guerre, à dix heures à peu près, alors que j'étais étendu "les mains sur la tête, les jambes écartées", j'ai entendu un bruit ressemblant à celui d'un gonds, mais très aigu. Je pensais à n'importe quel objet. Il y eut un silence et à nouveau le même bruit. Subitement, j'ai compris clairement que c'était une voix humaine, une voix de femme. J'ai tourné la tête vers mon voisin et je lui ai dit tout bas : "Ecoute, ils sont en train de torturer une femme". Mon voisin m'a répondu : "T'es fou", "Ecoute". Il a écouté avec attention, il était horrifié. Notre pièce était à quelque cinq mètres du bureau où ils torturaient.

TORTURES ET PRESSIONS PSYCHOLOGIQUES

Jorge : En même temps qu'ils me frappaient, ils m'ont appliqué le courant électrique en de nombreux endroits du corps, mais l'endroit où cela m'a fait le plus d'effet c'était la langue. Sur les organes sexuels, aussi. C'était horrible. Après, je n'osais même plus me regarder. J'avais l'impression qu'il n'y avait plus rien à cet endroit là. Mais le plus terrible c'est la langue encore une fois. C'est une partie mouillée et l'eau transmet l'électricité dans tout le corps. C'est un coup très dur. On a l'impression qu'on vous arrache toutes les dents. On se recroqueville, on se contracte, l'air vous manque, on

a l'impression de s'asphyxier. On a l'impression aussi qu'on va vomir et on se contracte désespérément la poitrine avec les mains, parce qu'on étouffe de plus en plus.

Après ça, on marche en vacillant, en tremblotant et on est très sensible, très sentimental. Tout vous affecte, on se remémore tout, tout vous donne une espèce d'envie de pleurer.....

Patricio : Le jour de l'interrogatoire était un jour d'horreur. là-dessus nous étions tous d'accord. Depuis longtemps, le prisonnier savait qu'il reviendrait à moitié mort ou qu'il ne reviendrait pas du Vélodrome. Ce n'était pas possible autrement, sauf dans des cas très particuliers. Mais il fallait d'abord supporter l'attente. Il fallait attendre son tour et c'était long. Moi je suis arrivé le 26 septembre et j'ai été interrogé le 8 octobre. Les trente interrogateurs faisaient passer chacun 10 personnes par jour, soit un total de 300. Mais nous étions de 5 à 6.000 prisonniers et de plus il y avait renouvellement permanent : les uns sortaient ou disparaissaient, d'autres arrivaient.

Pendant ce temps, il fallait s'adapter à ce type de vie. Nous nous levions à six heures du matin, nous nous installions sur les galeries et de là nous ne rentrions que pour aller manger et plus tard nous coucher, à sept heures et demie environ.

La liberté de mouvement était pratiquement nulle. On nous surveillait de près. Il y avait quelques gardes tout-puissants. Parfois il y avait un violent soleil et il fallait le supporter. Impossible même de rêver d'évasion. A travers les grilles nous voyions le va-et-vient des militaires sans interruption, les tanks postés autour du stade. Nous étions bouclés. Il n'y avait qu'à attendre, prendre patience, penser, se souvenir....

Nous cherchions le moyen de combattre nos préoccupations. Tout le monde était sous tension et nous étions, comme j'ai dit, des milliers de personnes. L'oisiveté pouvait être un grave danger et il fallait chercher des distractions. Une des choses que nous avons faites, a été de fabriquer des cartes à jouer en utilisant les emballages des lessives "Omo" et "Rinso" qu'on nous donnait pour laver, ou des morceaux de carton, jetés comme ordures pendant le dernier match de football disputé sur le stade....

Parfois on faisait des découvertes importantes. Un matin, alors que nous étions en train de bavarder sur les galeries, un camarade est venu nous dire qu'il y avait des indicateurs dans le stade. "Ce sont des carabiniers" ajouta-t-il. Avant d'être arrêté, entre le 11 et le 20 septembre, il était allé acheter du pain dans une boulangerie au coin des rues Franklin et San Ignacio. Il y avait là deux flics surveillant la queue. C'étaient précisément les deux flics qui étaient maintenant dans le Stade, se faisant passer pour des prisonniers ; ils écoutaient les conversations et prenaient des notes sur tout....

Je pourrais aussi raconter que sur le Stade on rencontrait les gens les plus imprévus. Il y avait un gars très brun qui avait été le chauffeur de Pablo Neruda.... Nous sommes devenus d'assez bons copains. Il m'a dit que le jeudi 13 dans la soirée, ils avaient perquisitionné la maison du poète à Isla Negra. Neruda y était, avec sa femme Matilda, la cuisinière, le mari de celle-ci et lui-même. Les militaires et les carabiniers sont entrés. Ils les ont tous fait sortir dans la cour, je ne sais pas s'ils ont fait sortir Neruda aussi, je ne crois pas,

puis ils sont rentrés dans la maison. Ils ont tout fouillé et détruit beaucoup de choses. Le lendemain, comme Neruda allait très mal, son épouse Matilda et mon copain l'ont emmené en voiture à Santiago. D'après lui, la voiture a été arrêtée au moins quinze fois. A tous les arrêts, les occupants de la voiture ont été très mal reçus. Au dernier arrêt, dans la zone urbaine de Santiago, ils les ont tous fait descendre de voiture et les ont obligés à rester debout sur la route pendant une demi-heure. Neruda a été lui aussi soumis au même traitement et pourtant ils voyaient qu'il allait très mal.

Un autre personnage qui s'y trouvait, c'était Angel Parra, le grand chanteur. Ils l'avaient déjà interrogé trois fois. Il paraissait très frappé, très abattu. C'est un homme de petite taille. Je ne l'imaginai pas ainsi : cette voix puissante et tellement énergique quand il chante ! Mais il s'efforçait de tenir et de se montrer ferme. Ils le frappaient pendant les interrogatoires, mais il me semble que son plus grand souci c'était sa famille....

J'ai appris beaucoup de choses lamentables, j'ai été très impressionné par ce qui est arrivé à un camarade et ami communiste, Sergio Chacón, qui travaillait dans une usine proche, la "Sumar" et habitait le quartier.

Sergio avait été en URSS peu de temps auparavant, il y suivait un cours de relations publiques organisé par les syndicats. Ce fut suffisant pour que quelqu'un le dénonce et le samedi 15, ils sont arrivés chez lui le matin. Ils l'ont frappé devant sa femme et ses enfants. Ils l'ont jeté par terre sur le dos et lui ont piétiné la poitrine, les bras, les mains. Ils sautaient comme des énergumènes, avec rage sur son corps. Ensuite ils l'ont mis à plat ventre et ont recommencé. C'étaient des soldats, en armes. Que pouvaient faire sa compagne, ses enfants, tous très petits ? Les soldats appartenaient à la Force Aérienne ; ils étaient aveuglés de rage. Dehors, dans la rue, il y avait un camion militaire plein de soldats de la FACH, braquant leurs armes sur la maison. Ensuite ils ont emmené le camarade Chacón et une semaine après, ont fait dire à sa femme d'aller retirer le cadavre à la morgue.....

Juan Carlos : En ce qui me concerne, l'interrogatoire est arrivé deux jours plus tôt que prévu et il n'a pas été rapide. Ça a duré environ trois heures et demie et je m'en souviens presque minute par minute.

Tout a commencé à l'usine. Nous étions quinze dirigeants à nous présenter le jeudi 20, répondant ainsi à un appel au travail qu'avaient lancé les nouvelles autorités. Nous allions voir ce qui se passait. Ils nous ont immédiatement arrêtés. Et immédiatement a commencé aussi la guerre psychologique. Tout d'abord, ils nous ont emmenés au bâtiment de l'administration pour nous montrer un mur contre lequel ils avaient fusillé des camarades. On voyait des traces de balles sur le ciment, des morceaux de chair grillée et du sang sec en dessous. Ils nous ont dit : "On va faire pareil avec vous, misérables, si vous ne dites pas où sont les armes". Le plus mauvais était un individu petit, un caporal, un déclassé, un homme grassouillet qui donnait sans arrêt des coups de crosse. Il recherchait les chefs de guérilla et il me comptait parmi eux. L'officier avait été plus respectueux.

Ils nous ont gardés toute la nuit du 20 au 21, à dormir debout dans un petit bureau où nous tenions à peine. Un officier de l'Ecole d'Infanterie de San Bernardo nous a dit :

"Vous avez jusqu'à 4 heures du matin pour nous dire où sont les armes. Passé ce délai vous serez fusillés."

A 4 heures, ils nous ont fait sortir et nous ont emmenés à l'interrogatoire ; au bout d'un moment ils nous ont ramenés au petit bureau. C'était la pièce du Chef du Bien-Etre. Les gardes avaient reçu l'ordre de tirer au moindre bruit. A 10 heures nous commençons à étouffer et, au risque d'un coup de feu, nous avons frappé à la porte.

On nous a répondu : "Ne vous en faites pas, on vous fera sortir".

Ils nous ont fait sortir, effectivement. Quatorze d'entre nous ont été emmenés au Stade National et l'un d'entre nous, le téléphoniste Jorge Gaete, a été laissé sur place et exécuté la nuit même.

Le voyage vers le stade a été une "grande parade". Ils nous ont emmenés dans un camion militaire découvert, au milieu de toute une mise en scène. Il y avait deux soldats dans le camion avec nous, installés devant, leurs armes braquées sur nous, deux autres derrière, nous visant aussi. Une jeep militaire nous escortait, dans laquelle voyageait le lieutenant qui nous avait interrogés. A l'arrière-garde suivait une camionnette Ford découverte de laquelle on nous menaçait directement avec une mitrailleuse Punto 30. Ils faisaient tous de grands gestes, en indiquant par des cris et des mouvements très énergiques des bras les endroits où il fallait tourner. Le bruit des klaxons était tonitruant. Ils cherchaient à se faire remarquer par tous les moyens, à faire en sorte que les gens fassent attention.....

En général, ceux qui étaient appelés le soir ne revenaient pas. Parfois, dans la journée, leurs noms étaient appelés par haut-parleurs plusieurs fois parce que des parents attendaient à la porte. Personne ne répondait.

Moi, ils m'ont appelé une fois à 3 heures du matin environ. — Au bureau !

J'ai imaginé le pire. Ils m'ont fait asseoir sur une chaise et m'ont bandé les yeux. Puis ils m'ont dit "On va sortir faire un tour" et ils m'ont fait sortir du bureau. J'avais peur d'avancer. J'allais à l'aveuglette et eux n'arrêtaient pas de me pousser. Nous avons beaucoup marché. J'ai compris qu'on sortait du stade quand le pavé s'est arrêté. Parfois on marchait sur l'herbe, parfois on tombait dans quelque fossé, ou on sautait un petit canal ou quelque chose d'approchant. On se rendait compte en sentant l'eau dans ses souliers.

Enfin, nous sommes arrivés quelque part et ils m'ont placé contre un mur. Je ne sais pas mais j'étais sûr qu'ils allaient me tuer. Ils m'ont fait mettre les mains derrière et j'ai entendu un immense déploiement autour de moi, une grande manoeuvre, un bruit de soldats qui se déplaçaient sur l'herbe, un bruit d'armes. J'ai entendu la voix d'un officier.

— "Nous allons te tuer, triple con, parce que tu n'as pas voulu dénoncer tes copains ! Maintenant ils sont bien tranquilles et toi, il va falloir que tu paies pour eux ! "

J'ai essayé de leur dire quelque chose, que je ne savais rien ni même de quoi ils me parlaient.

— "C'est ça, on te reconnaît bien là ! répondit l'officier.

Et il donna les premiers ordres aux soldats puis s'adressa à nouveau à moi : — Bon, pour la dernière fois, tu vas parler, oui ou non ? Je te le dis pour la dernière fois, parce qu'on va te tuer.

— Vous allez tuer un innocent, lui dis-je de toutes mes forces, en pensant qu'avec cette phrase je pouvais gagner du temps.

— Non, espèce d'idiot, pas de ça maintenant.

Je sentais mes jambes trembler. Je me suis souvenu des gens que je ne reverrai plus.

Soudain, l'officier a donné l'ordre :

— "Feu !" et j'ai senti les balles résonner autour de moi.

Avec une immense surprise, je me rendais compte qu'aucune ne m'avait touché. Je sentais de petites choses me frapper le visage et le corps, sûrement des fragments ou des morceaux de ciment qui sautaient.

L'officier a crié d'un air furieux :

— Voyez ces imbéciles ! Aucun ne l'a atteint ! Quel genre de militaires êtes-vous ?

— Essaies, toi, a-t-il crié à un soldat. Tire tout seul. Mais tâche de viser !

L'homme a tiré une fois, deux fois et il m'a raté lui aussi. Le lieutenant l'a traité de tous les noms et a répété que c'étaient des soldats à la gomme.

— Bon, tu t'en es tiré pour l'instant — m'a-t-il dit — mais demain tu devras nous dire toute la vérité.

Pendant une semaine ils m'ont joué la même farce. Ils m'emmenaient sur les lieux de "l'exécution", en me frappant, en me poussant, à coups de pieds. La voix de celui qui commandait le "fusillement" m'était inconnue. J'ai essayé plusieurs fois de l'identifier, de deviner à quel officier elle appartenait, mais en vain (.....).

Avec tous ces préparatifs, nous passions notre temps à nous demander comment allait être cet interrogatoire. "Bientôt votre tour viendra d'aller au Palais du Rire", nous disaient les soldats. Ils savaient de quoi ils parlaient.....

ASSASSINATS AU HASARD

Ivo : Le fait est qu'ils les ont tués le lendemain, quand ils les ont transportés de San Antonio à Bucalemu, un terrain militaire transformé en camps d'internement, à quelques kilomètres du port. L'explication donnée sur leur mort fut la même que d'habitude : "tentative de fuite".

Il est impossible que Héctor Rojo ait voulu s'enfuir. Il était gros et il avait une hernie très grave. Un camarade qui a pu entrer à la morgue dit, de plus, que les corps étaient disloqués. On voyait sur le corps du gros Rojo, qui était communiste, que les tortionnaires lui avaient éteint des cigarettes sur la poitrine. Le socialiste Racierini était disloqué et il avait des plaies sur l'estomac. Ils l'avaient tout particulièrement pris en grippe. Ils se sont acharnés également sur sa fille de

17 ans. Ils lui ont rasé la tête et l'ont tellement torturée qu'elle en est restée à moitié folle. Parmi les morts il y avait aussi un démocrate-chrétien appelé Jiménez. Rojo était le dirigeant national des dockers et les trois autres occupaient des responsabilités régionales. Mais ils avaient encore deux prisonniers plus anciens qu'ils ont tués aussi, c'est-à-dire qu'ils exécuté six personnes.

Il est très possible, pensons-nous, qu'ils les aient liquidés pendant l'interrogatoire et qu'ils aient fait ensuite la mise en scène du transport vers un autre lieu et de la tentative de fuite. Les camarades ont été arrêtés le deuxième vendredi après le putsch et la nouvelle de leur mort a été publiée dans les journaux du dimanche.

Je suis parti du port quand j'ai vu que j'étais poursuivi. Je suis allé à Melipilla, bien que là aussi je sois assez connu comme dirigeant politique. Je me suis caché au fond d'une maison vide. Deux jours, trois jours. J'entendais tout autour les ratisages. Ils pouvaient ratisser d'un moment à l'autre cette maison. Ils étaient venus chez ma belle-mère l'interroger sur moi et sur mon frère. Je savais que dans les petits villages il n'y avait pas d'endroits sûrs et je suis parti de là pour aller vers les montagnes, pour m'y enfoncer le plus possible. Pendant deux jours, j'ai mangé des glands après avoir terminé les sandwiches. Il fallait que je reste en haut cependant, pour que personne ne me voie. Un matin, j'ai aperçu en bas une petite ferme. Une femme était en train de traire une vache. Je ne supportais plus la faim et je suis descendu. J'ai dit à la dame que je cherchais Maître Alegria, un mécanicien. Elle m'a répondu qu'elle ne savait pas. Alors je me suis mis à faire l'éloge du lait de la vache en lui disant que celui de la ville était détestable. Je lui ai dit : "Pourriez-vous m'en donner un petit peu, juste pour le goûter ?". La femme m'a tendu un bol plein et m'a dit : "Vous avez l'air d'avoir très faim, buvez-le donc tout entier. C'est vous l'homme qui, hier, marchait sur la montagne d'en face ?" Je me croyais absolument invisible et clandestin dans les montagnes. Je lui ai dit non, que je venais d'arriver parce que je cherchais maître Alegria, mais elle a insisté : "Il avait un pull et un pantalon de la même couleur que les vôtres". J'ai oublié ma peur et j'ai bu tout le lait. La femme parlait sans mauvaise intention, au contraire.

UNE VISITE MACABRE

Le beau-père d'Oscar : Avant que le général Pinochet aille au quartier ouvrier Quinta Bella, il y a eu une opération militaire. Le terrain devait être propre pour que le chef de la junte y mette les pieds. Comme on sait, le gorille y est allé pour annoncer que le quartier s'appellerait dorénavant Buin, comme le régiment, et il est apparu à la télé entouré de femmes qui pleuraient, accrochées à sa poitrine.

La veille, dans l'après-midi, les soldats sont arrivés et ont réuni les 5.000 hommes du quartier, y compris quelques démocrates-chrétiens. Ils ont mêlé à eux des délinquants ordinaires. Après un dernier tri, ils ont choisi trente personnes parmi deux cents et les ont emmenées. On a découvert leurs cadavres à une certaine distance, sur la route Panaméricaine Nord.

Ils étaient arrivés en tirant des coups de feu et ont pris position comme en temps de guerre. Durant la nuit, les coups de feu n'ont pas cessé. Les militaires faisaient leur guerre personnelle, ils tiraient sans avoir d'ennemi en face. Leur

but était sans aucun doute de créer un état de terreur tel qu'il empêche toute protestation, le lendemain. Ont participé à l'opération la FACH, les carabiniers et le service d'Investigation.

Les 170 hommes qui n'avaient pas été sélectionnés pour la mort sont restés prisonniers sur le terrain. Les autres sont partis se coucher chez eux, mais le lendemain matin les militaires les ont à nouveau rassemblés avec leurs camarades. Il n'y avait pratiquement pas d'hommes dans le quartier pendant que le général en a parcouru les rues. Seulement quelques femmes, mis à part les très nombreux enfants qui furetaient après le passage du visiteur. Il y avait beaucoup de blessés. Comme le quartier ouvrier a des rues étroites et que tout le monde se connaît, l'ambiance est familiale. Dans la rue, les gens se considèrent comme dans leur propre maison et ils sortent après le couvre-feu, ils traversent pour aller demander du sucre à une voisine, pour aller chercher les enfants qui sont chez un ami.... Les soldats postés aux coins des rues ne faisaient pas de détail. Quelque chose bougeait, aussitôt ils tiraient. Cette nuit-là, ils ont été encore plus mauvais que d'habitude. Ils tiraient de préférence vers le bas. Il y a une voisine, une mère et sa fille blessées aux jambes.

Si vous y réfléchissez bien, souvenez-vous de la télévision. On ne voyait que des femmes, et encore très peu, près de Pinochet. Il fallait voir comme elles pleuraient, sans doute en pensant aux morts retrouvés sur la Panaméricaine Nord.

Ca aurait été bien de crier à Pinochet à quel point le peuple souffre.....

LA NOUVELLE EDUCATION

Rolando : Le jour de la rentrée dans l'enseignement secondaire, les forces militaires sont arrivées au Lycée Manuel de Salas dans trois jeeps et un hélicoptère. Les soldats sont descendus, mitrailleuses à la main et ont donné l'ordre aux professeurs et aux élèves de se rassembler dans la cour. L'officier qui commandait a parlé. Dans la partie la plus remarquable de son discours, il a dit plus ou moins ceci :

— "Qu'on me comprenne bien, maintenant commence une ère nouvelle. Rien ne sera plus jamais comme avant. C'est pourquoi nous exigeons des élèves qu'ils dénoncent les professeurs qui présenteraient des déviations marxistes."

Il a expliqué que les cours auraient lieu dorénavant (ou au moins fréquemment) en présence d'un soldat au fond de la salle. Le but était d'empêcher tout dévoiement vers la gauche.

Tout de suite après, ils ont fait un tas de tous les cahiers de classe et y ont mis le feu. Les élèves et les professeurs regardaient, tout déconcertés. Ces cahiers sont les livrets par lesquels les professeurs communiquent avec les parents ; ils portent des informations sur la conduite des enfants ou des recommandations, par exemple leur faire couper les cheveux ou leur dire de faire attention à certains travaux. Moi, pour l'instant, je ne pouvais rien y comprendre.

LA "PRISE" DE L'UNIVERSITE TECHNIQUE

Carlos : Les heures qui ont suivi (l'assaut) de l'Université Technique ont été très confuses. Il n'y avait pas d'information nette et claire, la stupeur régnait bien que les gens

soient restés très calmes. Vers midi le Recteur Kirberg a parlé à la communauté de son bureau, grâce à un système de hauts-parleurs intérieurs. Il a réclamé le calme, il a appelé à préserver le sang-froid, à ne pas désespérer tant qu'on ne connaissait pas le développement exact des événements; Quelques minutes auparavant, nous avions assisté, depuis l'esplanade principale de l'Université, au bombardement du Palais de la Moneda et nous avions vu les colonnes de fumée provoquées par les bombes. Les faits étaient assez éloquentes mais, pour des raisons difficiles à expliquer, nous n'arrivions pas à nous rendre compte de la portée exacte des événements.....

La nuit tomba, une des pires que j'ai jamais vécues. A peine l'obscurité commençait-elle, que les rafales de fusillades et de mitrailleuses se sont succédé presque sans interruption. On tirait contre l'Université, contre les voitures et les piétons, très rares, qui par moments parvenaient à circuler par là. Du reste de la ville, nous arrivait le vacarme de l'action armée. Nous n'avions pas d'autre alternative que de rester tranquilles, dans l'obscurité. On a dormi très peu ou pas du tout. Comme les téléphones marchaient, quelques uns essayaient d'entrer en communication avec des parents ou avec des amis....

.... Dans le groupe, très nombreux, il y avait Victor Jara. Il y avait une guitare et il a chanté plusieurs de ses chansons les plus célèbres. Ceux qui l'ont écouté ne peuvent pas oublier qu'il a chanté aussi "La balle" et que nous avons tous repris en chœur.

A 7 heures du matin — cette fois-ci je veux rapporter l'heure avec une absolue certitude — nous nous sommes réunis dans le bureau principal du Conseil Juridique. Sept personnes : dirigeants étudiants, autorités universitaires et politiques. Nous nous proposons de discuter des moyens les plus adéquats pour l'évacuation de l'Université.

Les carabiniers s'étaient retirés très tôt, peu après l'aube, et maintenant les forces de l'armée nous encerclaient (.....). Nous sommes entrés pour tenir notre réunion et à 7 heures 5 très exactement a résonné le premier coup de canon.

Pour qui connaît notre Université il est facile d'imaginer les effets d'un coup de canon sur son bâtiment central, avec ses trois étages aux immenses baies vitrées et ses structures intérieures fragiles.

Le coup a touché le bureau exactement contigu à celui où nous étions et l'a complètement détruit. Nous nous sommes jetés par terre et tout de suite nous avons entendu que le tir de la mitrailleuse commençait. Des éclats volaient, des résidus de plâtre, des fragments de verre : le fracas était assourdissant et l'odeur âcre de la poudre nous étouffait. D'autres coups de canon ont résonné, je ne sais plus s'il y en a eu 2 ou 3 de plus, visant, semble-t-il, d'autres parties de l'édifice. Au risque de sa vie, un camarade s'est faufilé en se traînant au sol dans le couloir, jusqu'au bureau du Recteur. Kirberg y était avec son épouse, le chauffeur du Rectorat et quelques secrétaires. A ce moment précis, il essayait vainement de téléphoner à Fernando Castillo Velasco, Recteur de l'Université catholique.

Le feu a duré pendant a peu près vingt minutes. Il s'est interrompu et ils nous ont intimé l'ordre de nous rendre par haut-parleur. A peine avions-nous pu sortir dans le couloir

moi et deux camarades, les bras en l'air, que les mitrailleuses ont ouvert le feu à nouveau. C'est un miracle que nous n'ayons pas été tués.

Encore 20 minutes de mitraille. Une nouvelle trêve et à nouveau l'exigence de reddition. Nous avons pris le risque. Deux ou trois, d'abord, puis tous les autres, quarante ou cinquante personnes qui occupaient les différents bureaux du bâtiment. Lorsque nous commençons à nous rassembler dans le hall central, nous avons vu les soldats arriver à la course et se lancer contre la grande porte principale, entièrement vitrée et la briser à coups de crosse.

A partir de ce moment le cauchemar a atteint les dimensions de toute son horreur.... Nous sortions et nous avions à peine franchi le seuil qu'ils se mirent à faire pleuvoir sur nous des coups de crosse et des coups de pied. Et ensuite, ils nous ont ordonné de nous jeter au sol, à plat ventre, les jambes écartées

et les mains sur la nuque. Ils ont séparé les femmes, quelque 10 ou 15, elles n'ont pas reçu de châtiments physiques mais ils les insultaient et en tripotaient grossièrement certaines. Le Recteur Kirberg est sorti une chemise blanche à la main, en guise de drapeau, et a fait signe qu'il voulait discuter : "Je suis le Recteur de l'Université" a-t-il dit et il a ajouté quelque chose au sujet de l'accord pour procéder à une évacuation pacifique. Il aurait mieux valu qu'il ne le fasse pas. Un officier, un capitaine, semble-t-il, s'est approché rapidement et lui a jeté à la figure : "Le Recteur, hein ? Tu vas voir, espèce de con, ce qu'ont fait des gens de votre espèce." Il a crié d'autres insultes, y compris certaines à propos de l'origine juive de son nom. Puis il l'a frappé derechef avec la crosse de sa mitrailleuse. Kirberg n'a réussi qu'à se mettre devant son épouse pour la défendre. Ils ont été violemment séparés et il a été obligé de se coucher sur le sol comme nous (.....).

80.000 ASSASSINES

Au chiffre réellement terrifiant de 80.000 morts par assassinats dans les campagnes et dans les villes du Chili, fusillés, torturés ou victimes de la fameuse loi sur les "tentatives de fuite", il faut encore ajouter les cadavres inconnus, découverts au bord des chemins ou emportés par les eaux des laves, en général défigurés pour qu'on ne puisse les reconnaître. Tués par la police, l'armée ou les "escadrons de la mort" composés de commandos civils fascistes, sous la direction de tortionnaires brésiliens, et où les fils à papa de la haute bourgeoisie exercent leur sadisme, c'étaient des travailleurs accusés d'être communistes ou d'extrême-gauche.

Dans cet océan de sang sont tombés des citoyens exemplaires. Souvenons-nous du médecin Enrique Parí, sommité scientifique chilienne, qui a été sauvagement torturé jusqu'à ce que mort s'ensuive ; du chanteur Victor Jara, fait prisonnier à l'Université Technique d'Etat et qui a été assas-

siné dans le sinistre Stade National, après qu'on lui eut coupé les mains. En tête de cette liste il y a le Président de la République lui-même, le Docteur Salvador Allende qui, selon l'émouvant discours prononcé par Fidel Castro, constitue "le plus haut exemple d'héroïsme" enregistré par la Résistance chilienne.

A ces assassinats commis par les armes, brandies contre le peuple entier sans défense en un exemple remarquable d'une lâcheté typiquement fasciste, il faut ajouter les crimes commis par "mort naturelle", comme dans le cas (dont il est question par ailleurs dans ce numéro) du Prix Nobel de Littérature 1971, le grand poète Pablo Neruda, dont la mort a été hâtée par le putsch. Il faut inscrire aussi dans ce chapitre le cas de l'ex-ministre socialiste, José Toha, dont la mort a été grossièrement déguisée en "suicide".

LA MORT DU GENERAL ALBERTO BACHELET

Mais nous voulons faire référence tout particulièrement, à cause de son caractère d'acharnement haineux, de lâcheté et de trahison, au crime commis sur la personne du Général de l'Air, Alberto Bachelet, une des figures publiques les plus connues et les plus respectées du peuple chilien. Il était chargé du Secrétariat National de la Distribution, organisme de combat créé par le Gouvernement pour la bonne alimentation du peuple, contre la faim, contre l'accaparement de nourriture pratiquée par la droite et pour une juste distribution des produits.

A ce fait, s'ajoute celui d'appartenir aux Forces Armées chiliennes, ce qui l'a fait haïr par la droite favorable au coup d'Etat et par les militaires fascistes. La presse française a relaté les circonstances de la détention et de la mort du Général Bachelet, mais il n'est pas inutile de rappeler ces faits comme l'exemple du degré d'infamie auquel peut arriver le fascisme, dans la voie de la haine du peuple

DETENTION ET OUTRAGE

A six heures du matin du fatidique 11 septembre, un officier

de l'Etat-Major a téléphoné au Général Bachelet pour lui demander de se présenter au Ministère de la Défense ; le Général y est arrivé à 7 h 20 et a été immédiatement arrêté par les soldats. Vers la fin de la matinée, après l'avoir tenu enfermé dans une pièce du huitième étage, deux soldats l'ont obligé à rester debout près de la fenêtre d'où il a pu contempler le bombardement aérien du Palais de la Moneda. Nous devons ajouter que Bachelet souffrait d'une affection cardiaque d'origine coronarienne, qui s'est aggravée avec ce spectacle dantesque. Ce jour-là, après avoir été contraint de signer un document dans lequel il présentait sa démission de toutes ses charges et déclarait ne porter aucun jugement sur le nouveau "gouvernement", il a été transféré chez lui avec assignation à résidence.

LE CHEMIN DE CROIX COMMENCE

Le 14 septembre, il a été à nouveau arrêté par des patrouilles militaires. On le transporta à la Base aérienne de la Colina où il resta 6 jours pendant lesquels il a été malmené en paroles, menaces et injures.

Le 20 septembre, avec le Capitaine Raul Vergara Meneses, le Commandant d'escadrille Ernesto Galaz Guzman et le Colonel Rolando Miranda Pinta, après qu'on leur eut recouvert la tête et lié les poignets on les a embarqués dans un hélicoptère et conduits à l'Académie Aérienne de guerre. C'est là qu'ont commencé les tortures physiques : brutalement frappés à coups de crosse, de poings, de pieds et de matraques, l'eau et la nourriture leur sont refusées et on les oblige à rester debout pendant deux jours. Les trois officiers l'accompagnant ont été pendus par les poignets pendant trente heures. Lorsqu'ils ont emmené Bachelet faire une déclaration (sur quoi ?), le "procureur" Orlando Gutiérrez s'est ému de l'aspect du Général. Les tortures lui avaient déformé le visage. Gutiérrez déclare qu'en raison de l'amitié qui les a liés tout au long de leurs études militaires, il ne peut pas l'interroger dans cet état. Plus tard, il est interrogé par d'autres officiers et quelques jours après, il est examiné par un médecin qui l'envoie à l'hôpital militaire sous stricte surveillance. Malgré la gravité de son état, Bachelet ne cesse de se préoccuper du sort de ses compagnons d'armes prisonniers avec lui. Par chance, il ne sait pas que les tortures qui leur sont appliquées se sont intensifiées.

Le calvaire du Général, loyal à la Démocratie et fidèle à la Constitution de la République, se prolonge jusqu'au 12 mars, par des interrogatoires brutaux, des prohibitions de tous ordres et l'absence de médicaments appropriés à sa maladie cardiaque. Lorsque son malaise s'accroît, le directeur

de la prison, un certain Major Armijo, oppose toutes sortes d'obstacles à son transfert à l'hôpital. L'assistance médicale qu'il reçoit aux derniers moments de sa vie lui est fournie par ses compagnons de cellule qui pratiquent sur lui la respiration artificielle et des massages thoraciques. En l'espace de trente minutes, le Général Bachelet perd la vie à l'intérieur de sa cellule.

Malgré l'avis publié dans la presse, qui indique expressément que l'enterrement se déroulera "dans la stricte intimité", dans les rues proches du cimetière, le peuple forme un cortège silencieux et attristé, étroitement surveillé par des soldats porteurs d'armes automatiques. Les épouses des "prisonniers de guerre", appellation donnée par les fascistes à leurs otages de l'armée et dont le seul délit est d'avoir été loyaux envers le Gouvernement légitimement établi, accompagnent l'épouse du Général qui conduit le cortège et prend congé des restes de son courageux mari par des mots inoubliables.

Ainsi mourut Bachelet. Assassiné par la "junte" comme l'ont été d'autres hauts officiers, des sous-officiers et de simples soldats.

A l'heure actuelle, une longue liste de militaires doivent être "jugés" par la justice militaire, qui distribue largement peines de mort et très longues peines de prison. Ils ne pourront être libérés que par la lutte émancipatrice du peuple chilien et par une forte pression internationale.



LA POLITIQUE ECONOMIQUE DE LA JUNTE

UNE AUTRE FORME DE REPRESSSION

La politique économique suivie par la Junte montre de façon éclatante son caractère brutalement pro-impérialiste, pro-monopoliste et anti-populaire.

Refoulés par les mesures de développement national et de défense des intérêts populaires prises par le Gouvernement de Salvador Allende, les grands monopoles nationaux et internationaux reviennent sous la Junte pour reconstituer leur pouvoir menacé et prendre leur revanche. Par sa soumission honteuse à ces intérêts la Junte a plongé le pays dans la crise économique la plus effroyable de son histoire, dont le prix est payé par les couches populaires.

En effet, le fait essentiel de cette politique est la baisse brutale du pouvoir d'achat des travailleurs.

	Indice salaires	Indice prix	Pouvoir d'achat
Janvier 1973	100	100	100
Janvier 1974	500	800	62,5
Mai 1974	650	1.490	43,5

Ce sont là des chiffres officiels ; la réalité est, on s'en doute, bien plus dramatique. Ils montrent que 1.000 escudos de janvier 1973 ne correspondent plus aujourd'hui qu'à un pouvoir d'achat réel de 435 escudos, soit une réduction de plus de 50 %.

Mais la hausse est encore plus forte pour les produits alimentaires de base, comme on peut le voir dans le tableau ci-dessous :

produits alimentaires	prix en escudos	
	11 sept. 73	31 mars 74
1 kg de pain	11,0	134
1 kg de sucre	25,0	280
1 litre d'huile	36,0	600
1 kg de thé	40,0	1.200
1 kg de riz	16,0	420
1 kg de sel	9,0	90
1 oeuf	3,5	30
1 boîte de lait en poudre	207,0	2.700

Le résultat de cette politique est d'abord la misère des travailleurs. Mais aussi une baisse générale de la demande qui a provoqué la faillite de nombreuses petites et moyennes entreprises industrielles au bénéfice des grands monopoles. Dans

la campagne les petits paysans ne peuvent écouler leur production car même si les prix affichés sont favorables, ils ne trouvent plus assez d'acheteurs. Le Crédit agricole ayant été fortement réduit, ils sont à la merci des détenteurs d'argent.

Cette situation de stagnation générale de l'activité économique s'accompagne d'un chômage très élevé (la Junte avoue un taux de 12 %).

Il n'est pas possible d'attribuer cette crise à l'inflation mondiale car la hausse du prix du cuivre (la Junte bénéficie d'un prix qui est le double du prix moyen pendant la période de l'Unité populaire) compense largement ses effets. Mais les devises supplémentaires sont utilisées pour l'importation de produits qui viennent concurrencer l'industrie nationale. Cette mesure a pour but explicite de soumettre les petites et moyennes entreprises à des pressions supplémentaires, au profit, une fois de plus, des grands monopoles nationaux et internationaux, seuls capables — évidemment — d'affronter la concurrence internationale.

L'interdiction des syndicats, l'allongement de la durée du travail hebdomadaire, la réduction brutale des salaires réels, le chômage délibérément provoqué, sont les signes de la surexploitation à laquelle sont soumis les travailleurs chiliens.

La situation catastrophique des petites entreprises, des paysans, du commerce, des fonctionnaires (dont la Junte a récemment annoncé l'éviction de 100.000 d'entre eux d'ici 1975, dans son effort de "réduction des dépenses publiques") montre que la politique économique du fascisme chilien atteint de très diverses couches sociales, aboutissant ainsi à écraser économiquement l'ensemble du peuple chilien.

Le seul espoir que peut avoir la Junte de maintenir son pouvoir réside dans l'investissement massif des capitaux impérialistes. Pour cela, une série de mesures ont été prises. Des dédommagements aux compagnies étrangères, touchées par le Gouvernement de Salvador Allende, portant sur plusieurs centaines de millions de dollars ont été annoncés. Un statut de l'investisseur étranger, établissant des conditions extrêmement favorables au point de vue rapatriement des profits, capitaux et fiscalité, en violant les articles du pacte Andin, a récemment été publié. Des dévaluations multiples ont fait passer le taux de change de 280 escudos par dollar en octobre à 525 escudos en mars 1974. C'est la vente du pays aux enchères impérialistes.

Mais il s'agit d'une solution à moyen terme, deux à trois ans, le temps nécessaire pour que ces investissements arrivent à plein rendement. Le problème est qu'il faut que ces investissements se réalisent et, mis à part des nouveaux capitaux dans la cellulose et le cuivre, les arrivées de capitaux étrangers ne sont pas à la mesure des espoirs de la Junte. En attendant, les mesures prises pour attirer les capitaux étrangers ne font qu'approfondir la crise économique.

INTERVIEW EXCLUSIVE D'UN DIRIGEANT DE L'UNITE POPULAIRE

R.A.GUMUCIO

"L'ORIGINALITE" DU PUTSCH FASCISTE AU CHILI :

- Un coup d'Etat militaire au service d'une classe (ce qui le différencie d'autres putschs).
- La critique mondiale lie les mains des assassins.
- Une Eglise mobilisée.

L'ex sénateur de la Gauche chrétienne, Rafael Agustin Gumucio, dans une interview exclusive, analyse différents aspects de la situation chilienne. Gumucio était le président du Comité National de l'Unité Populaire lorsque s'est produit le coup d'Etat du 11 septembre 1973 et il a dû se réfugier à l'Ambassade du Venezuela à Santiago ; il y est resté plusieurs mois avant de pouvoir partir, grâce à la pression de différents organismes internationaux et aux réclamations du Venezuela. Il réside actuellement à Paris, ville où il aurait dû occuper le poste d'ambassadeur en France du gouvernement Allende. Il représente le courant des catholiques qui ont rompu avec le gouvernement Frei pour s'unir en la renforçant à l'Unité populaire dès 1969, bien avant l'élection qui a conduit Salvador Allende à la Présidence.

Question : A quels facteurs attribuez-vous le succès des militaires fascistes dans le renversement d'un gouvernement s'appuyant sur une aussi large base populaire ?

R.A. Gumucio : La première chose qu'on doit ôter de l'esprit de tout observateur européen c'est l'idée que le coup d'Etat militaire du Chili a eu les mêmes caractères que ceux d'autres coups d'Etat qui se produisent fréquemment en Amérique latine. Dans notre pays le putsch a eu un caractère de classe, ce qui le rend différent des autres qui, au fond, ne représentent qu'un remplacement de dirigeants au sein de la même classe sociale.

L'unité populaire avait prévu dès le début des glissements vers un affrontement de classes inéluctable. En tant qu'organisation politique elle accomplissait le programme qu'elle s'était proposé de réaliser ; ce programme était révolutionnaire dans la mesure où il rendait tangible la possibilité d'une alliance de classes à partir de l'hégémonie du prolétariat.

Cette alliance avec prépondérance du prolétariat présupposait l'isolement de la classe dominante.

Le succès ou l'échec de l'expérience chilienne dépendait par conséquent du degré de riposte, autrement dit du contre-coup qu'elle recevrait de la classe dominante.

Les deux premières années, le gouvernement de l'Unité populaire a pris résolument des mesures prévues dans le Programme. Ces mesures ont affecté fortement la bourgeoisie et l'impérialisme (nationalisation du cuivre, du salpêtre et du fer, réquisitions de monopoles industriels, etc...). Mais dans la pratique et malgré de telles mesures, la classe dominante a conservé le pouvoir économique, financier et le contrôle de l'information, de manière suffisante pour contre-attaquer efficacement.

Sa stratégie était, dès le début, très simple : renverser le gouvernement de Salvador Allende par n'importe quel moyen. Les tactiques de cette stratégie ont été diverses : sabotage économique, conspirations au sein des forces armées, campagnes dont le but était de dénoncer une absurde "illégitimité" du gouvernement, mobilisation sur des bases de classe au sein du Pouvoir judiciaire, utilisation des majorités parlementaires que la classe dominante avait conservées, agitation corporatiste des employés. Nombre de ces tentatives ont échoué tant que le gouvernement a joui du soutien des masses, le plus ample qu'ait jamais connu le Chili.

A tout ce qui précède, il faut ajouter que la réaction et l'impérialisme ont montré patience et habileté en sachant attendre. Ils se sont aperçus que pour le triomphe de leurs objectifs contre-révolutionnaires ils devaient compter sur le soutien de larges secteurs de la petite bourgeoisie, de la couche moyenne et des forces armées. Par le biais d'une politique intelligente et infatigable au fil des jours, ils ont obtenu qu'une partie de ces secteurs moyens s'identifient de plus en plus aux positions les plus réactionnaires et les plus fascistes. Ce fut le triomphe, dans la Démocratie Chrétienne, de l'aile dirigée par l'ex-président Frei qui parvint à dominer ce Parti, en mobilisant même les secteurs syndicaux démocrates chrétiens.

Ceci est indéniable. Les derniers conflits corporatistes, où n'agissaient pas seulement les milieux patronaux mais aussi des employés et des ouvriers, ont eu un caractère nettement politique, leur but étant de provoquer la capitulation d'Allende et de l'Unité Populaire.

Bien entendu, cette conspiration ouverte a été contrecarrée par le gouvernement et l'Unité Populaire grâce à un puissant mouvement de masse et, du même coup, la droite et les impérialistes nord-

américains qui agissaient de concert, n'ont eu d'autre voie que celle de recourir hâtivement à la possibilité d'un coup d'Etat militaire. Cependant, il faut dire qu'après le putsch du 11 septembre et selon les déclarations de ses auteurs, on a su que la sédition militaire se préparait depuis une date très antérieure au coup d'Etat ; ils attendaient pour la réaliser le développement du sabotage économique et l'extension maximale du mouvement corporatiste qui atteignait des secteurs de travailleurs et de patrons.

Après la bataille, chacun se dit général. On accuse l'Unité populaire et le gouvernement de Salvador Allende de ne pas avoir été capables d'armer le peuple pour arrêter le putsch militaire, ou encore de "réformistes" ou de "conciliateurs". En réalité, si l'on observe avec objectivité, l'UP a accompli avec une extraordinaire honnêteté le programme qu'elle s'était tracé et qui était celui d'une étape vers le socialisme.

Concrètement, la possibilité d'une résistance armée est devenue utopique à partir du moment où le peuple devait affronter des forces armées unies. Car les possibilités de résistance n'étaient viables que dans la mesure où ces forces militaires auraient été divisées. Une telle situation ne s'est pas produite dans notre pays parce que, à l'encontre de toute prévisibilité, les commandements fascistes militaires avaient expulsé à l'avance tous les éléments qui, dans les troupes, se montraient loyaux envers le régime constitutionnel ou qui défendaient une pensée de gauche.

Avoir fait le contraire en donnant l'ordre massif de défense armée au peuple, aurait été une irresponsabilité de la part des dirigeants et aurait provoqué un massacre.

Sans revenir sur ce qui a été dit, il n'y a pas de doute que le gouvernement et l'UP ont commis des erreurs graves. A mon avis, la plus grave erreur a été de ne pas avoir une direction politique unifiée pour orienter une résistance plus vigoureuse contre le sabotage impérialiste et réactionnaire. Il y a eu aussi des faiblesses en n'utilisant pas tous les recours que la démocratie bourgeoise attribue à l'Exécutif dans un régime présidentiel, ce qui aurait permis de désarmer l'ennemi principal en temps opportun.

Question : Quelle est votre appréciation sur les possibilités de lutte de votre peuple dans la résistance contre la dictature fasciste ?

R.A. Gumucio : Je crois que les échecs et les succès de l'Unité Populaire apportent une grande quantité d'expériences et des leçons d'une immense valeur, tant il est vrai que ces expériences et ces leçons ont un rapport avec les lois générales de la révolution. Dans les actions mêmes que la résistance est en train de réaliser au Chili, on remarque une maturation extrêmement positive, dans la mesure où sont mises à profit les contradictions évidentes au sein de la classe dominante qui aujourd'hui détient le pouvoir au Chili.

La politique économique appliquée par la dictature militaire entraîne fatalement la grande majorité de la classe moyenne vers une situation de famine telle qu'aujourd'hui, le front antifasciste se voit renforcé par de larges couches qui autrefois, n'avaient pas de conscience de classe ou qui ont joué inconsciemment un rôle d'alliés du putsch fasciste. De plus, l'outrage brutal aux droits de l'homme touche des

secteurs de la population si vastes que sans aucun doute cela entraîne comme conséquence une réaction spontanée de l'immense majorité.

Question : Considérez-vous comme satisfaisant l'appui qu'a reçu la résistance chilienne à l'étranger et la condamnation de la dictature dans les milieux internationaux ?

R.A. Gumucio : En vérité, je n'aurais jamais imaginé personnellement l'ampleur qu'a atteint le mouvement de solidarité face au cas du Chili. Peu de cas de violation des droits de l'homme ont provoqué une réprobation aussi unanime dans le monde entier. Cette défense est venue de tous les secteurs, quelle que soit leur idéologie. La campagne internationale a été peut-être le seul facteur qui ait mis dans une certaine mesure, un frein à la folie de ceux qui détiennent le pouvoir au Chili. A mon avis, il est fondamental que cette campagne ne retombe pas dans le futur, car les nouvelles reçues récemment indiquent que la répression criminelle continue à augmenter et atteint des secteurs de masse de la population. Certes, et pour être franc, il faut dire que cette campagne internationale si précieuse s'affaiblit, du fait que la junte militaire a reçu, dans les proportions où elle l'a reçue, l'aide économique de l'étranger.

Il faudrait souhaiter, dans le même ordre d'idées, une intervention plus franche des organismes internationaux d'aide au sous-développement, dans le sens où ils ne devraient pas ignorer ou disjoindre de leurs actes des cas de violation des droits de l'homme aussi inouïs que celles qui se produisent au Chili.

Question : On a beaucoup parlé de la condamnation de la violence commise par la junte militaire que l'Eglise chilienne a rendue publique. Qu'en pensez-vous ?

R.A. Gumucio : A l'intérieur du Chili et en marge des partis politiques, il y a eu des institutions et des hommes pour adopter une attitude courageuse de défense des droits de l'homme. Parmi ces institutions il convient de mentionner tout particulièrement les Eglises. D'une part, les prêtres catholiques des quartiers ouvriers, qui vivent en contact avec le peuple et qui connaissent de près ce qu'est la faim et la répression dont souffre le Chili d'aujourd'hui ont eu une attitude véritablement héroïque. Ils ont été poursuivis et il y a dans leurs rangs des morts, des prisonniers et des victimes de la torture. D'autre part, la hiérarchie catholique : malgré de nombreuses hésitations et ambiguïtés, y compris le cas incroyable d'un ou deux évêques qui ont fermé les yeux devant les violations des droits de l'homme pour faire les louanges de la junte, on doit reconnaître qu'en général elle a eu une attitude courageuse et honnête.

Par exemple, la déclaration de la Conférence épiscopale, tenue le 24 avril dernier, est, par le fond et par la forme, une condamnation assez claire de la répression fasciste. L'opinion publique internationale ne sait pas - pas plus que l'opinion chilienne - que cette déclaration a été rédigée en fonction des vérifications effectuées par les autorités ecclésiastiques de centaines de cas de tortures, de déprédations ou de violations inhumaines. L'attitude de condamnation du Vatican au sujet des événements de mon pays s'est également propagée et cette attitude a certainement servi de rempart à la conduite louable de l'Eglise chilienne.

PABLO NERUDA

aurait 70 ans

Ce 12 juillet, le grand poète chilien Pablo Neruda aurait 70 ans. Une pénible maladie et un coup d'Etat dans sa patrie ont mis fin à ses jours le lundi 24 septembre 1973. Pendant sa vie prodigieuse, pendant ses vies, devrions-nous écrire, il a eu suffisamment de temps pour écrire et publier trente six recueils de poésie ; plusieurs anthologies de son oeuvre ont été publiées et il a été traduit en 33 langues et dialectes.

Dans sa vie publique il a été consul de sa patrie en Extrême-Orient, à Buenos Aires (Argentine), à Barcelone et à Madrid (Espagne) et à Mexico. Il fut sénateur au Chili de 1945 à 1947, candidat à la Présidence de la République en 1969 et ambassadeur du Chili en France de 1971 à 1972.

Parmi les nombreuses distinctions reçues de différents peuples du monde, on remarquera qu'il a été le premier citoyen d'Amérique Latine à être élu docteur Honoris causa de l'Université d'Oxford (Grande-Bretagne) en 1965 et qu'il a reçu le Prix Lénine de la Paix en 1953 et le Prix Nobel de Littérature en 1971.

Malgré sa gloire, sa juste réputation et son immense talent poétique et politique, il fut un homme du peuple, aimant sa patrie par dessus tout et la servant jusqu'au dernier souffle de sa vie et aujourd'hui, aujourd'hui peut-être plus que jamais, Neruda est comme un drapeau de combat brandi par les innombrables mains de son peuple en lutte contre le fascisme.

Son nom connu du monde entier a contenu en lui-même le nom du Chili. Dans de lointaines régions de l'Asie on connaît l'existence du pays grâce à la poésie de Neruda ; en Europe et en Afrique, il est immédiatement reconnu comme étant chilien et aujourd'hui, malheureusement, le nommer c'est faire allusion aux tragiques événements du 11 septembre 73, lorsque les Forces Armées du Chili trahissant leur position traditionnellement démocratiques, apolitique et populaire, se sont elles-mêmes nommées "Junta de Gouvernement" en assassinant le Président de la République, le Docteur Salvador Allende, et en ouvrant une répression qui, selon les chiffres donnés par les agences d'information, a fait plus de 80.000 morts, sans qu'on connaisse le nombre exact de ceux qui ont été torturés et emprisonnés par la dictature la plus cruelle qu'ait connu l'Amérique Latine.

Pablo Neruda n'a pas été une victime reconnue du génocide ignoble.

Le 11 septembre, alors qu'il se trouvait couché, malade dans sa maison de la côte chilienne, appelée Isla Negra, les forces armées rebelles ont envahi son domicile sans la moindre con-

sidération d'aucune sorte. La troupe a volé des objets d'art, des articles de valeur et l'officier qui commandait le peloton a interrogé le malade et son épouse. Plus tard, le poète eut une rechute de son mal et son médecin donna l'ordre de l'hospitaliser dans une clinique de la capitale, Santiago, à 100 km de Isla Negra. On l'y transporta dans une ambulance qui fut interceptée à mi-chemin par une patrouille armée et retenue pendant plus de deux heures dans le village de Melipilla, malgré le médecin qui accompagnait le malade et la femme de Neruda, Matilde Urrutia, qui ont expliqué aux hommes en uniforme la gravité de son état et l'urgence d'arriver à la capitale. Les soldats sont restés insensibles et même le médecin de l'ambulance a été interrogé et maltraité de fait pendant cet arrêt.

Après deux longues heures, vitales pour la santé du malade illustre, on leur a permis de poursuivre leur route, mais les médecins qui l'accueillirent ont dit combien l'arrêt criminel en route avait entamé les chances d'amélioration du patient. Même dans ces conditions la vitalité du poète résista jusqu'à l'aube du 24 septembre où il mourut après de longues heures de coma, durant lequel il répétait avec insistance : "Ils vont les fusiller ! ils vont les fusiller !"

Lorsqu'on transporte son corps dans sa maison de Santiago, rue Chucre Mansur, ses parents et amis découvrent qu'elle a été pillée. Tous ses tableaux, incunables, meubles, vêtements, articles domestiques ont été volés, toutes les vitres brisées, les fenêtres démolies, les portes arrachées et comme dernière vilénie, la maison a été inondée par l'eau d'un canal qui descend de la colline San Cristobal sur la pente de laquelle était construite la maison.

"Le Monde" écrivit à l'époque : "De cette merveilleuse maison-bleue, disposée sur plusieurs niveaux au milieu d'une végétation tout à fait sauvage, il ne reste que des ruines. La semaine dernière des "visiteurs" y sont passés.

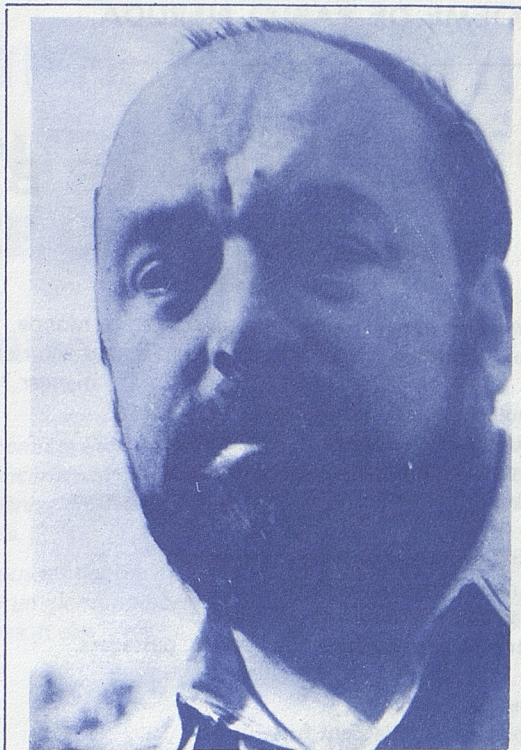
Plus tard, la "Junta de Gouvernement" autonymée fait une déclaration dans laquelle elle accuse du pillage des "malfaiteurs inconnus". Elle n'explique cependant pas pourquoi les malfaiteurs portaient des uniformes de l'armée du Chili, uniformes déshonorés par cette action, parmi d'autres, de malfaiteurs. C'est dans cette maison détruite que fut veillé le corps de Pablo Neruda. Une poignée de personnes, de héros chiliens parmi lesquels se trouvaient des poètes, des acteurs et des artistes plasticiens et surtout des travailleurs ont tenu compagnie à sa veuve près du cadavre de l'éminent poète. Ensuite, entre une double rangée de soldats portant des armes automatiques et suivis de chars d'assaut bourrés de mitrailleuses et de baïonnettes, ils ont pris la chemin du

cimetière ; à ce moment là, ils ont constitué, historiquement parlant la première manifestation publique contre la "Junta de Gouvernement", car tout le long du chemin et à l'intérieur du cimetière, on a crié à pleins poumons les mots d'ordre de l'Unité populaire et les noms de Pablo Neruda, Salvador Allende et Victor Jara, un autre artiste assassiné avec barbarie et sauvagerie dans le Stade National.

C'est dans de telles conditions que le grand poète de la langue espagnole a vécu ses derniers instants et a été inhumé. Nous devons dire, en hommage à sa mémoire profondément enracinée dans l'histoire de la patrie, qu'une fois sa dépouille déposée au cimetière, les mains du peuple, ces mains anonymes que le poète chanta dans toute son oeuvre, déposèrent des fleurs toutes les nuits. Mystérieusement et silencieusement, elles plaçaient des cierges, offrandes ingénues de leur respect pour celui qui avait été leur compagnon de luttes, elles laissaient des lettres adressées à Neruda, des lettres d'admiration innocente où surgissaient les sentiments refoulés par la répression bestiale de l'armée.

Alors, la junta militaire ordonna le transfert des restes du poète dans une niche inconnue. Pour éviter que Neruda, par-delà la mort, reste une présence vivante et le symbole des combats populaires qu'avec une force toujours plus grande affrontent les militaires traitres.

Neruda a eu 70 ans parmi son peuple, mêlé à lui, dans l'anonymat d'un cimetière, comme il l'avait été dans la vie, indissolublement lié au destin historique du Chili et à la marche du peuple. Un jour viendra, un jour prochain, où ces mêmes mains populaires le porteront jusqu'à sa dernière demeure :



Isla Negra, face à l'Océan Pacifique, où le poète a écrit la majeure partie de son oeuvre, où il a voulu reposer pour toujours.

On n'arrête pas l'histoire.

Pour animer les séances en faveur de la
SOLIDARITE CHILI

Pour faire connaître le grand poète chilien
France Amérique Latine
présente un film d'Eugenio NEVES et Daniel VAUCHER
sur Pablo Neruda, l'homme, le poète, le militant

Pablo Neruda présent

(film noir et blanc, 16 mm, son optique, durée 35 minutes)

une co-production France Amérique Latine et Leda film production

Renseignez-vous sur les conditions de location en écrivant à France Amérique Latine 11, rue du Caire, 75002 Paris

UN POÈME DE PABLO NERUDA

LE BATEAU

S'il est vrai que nous payons notre passage en ce monde,
pourquoi, pourquoi ne nous laisse-t-on pas nous asseoir et
manger ?

Nous voulons regarder les nuages,
nous voulons être au soleil et respirer le sel,
franchement il ne s'agit pas de gêner quiconque,
c'est tellement simple : nous sommes des passagers.

Nous passons tous et le temps avec nous :
passe la mer, la rose nous quitte,
passe la terre par l'ombre et la lumière,
vous autres et nous autres nous passons, passagers.

Alors, que leur arrive-t-il ?
Pourquoi sont-ils tellement furieux ?
Que recherchent-ils armés de révolvers ?

Nous ne savions pas, nous
qu'ils avaient tout occupé,
les verres, les sièges,
les lits, les miroirs,
la mer, le vin, le ciel.

Et maintenant
nous n'avons pas de table.
C'est impossible, pensons-nous.
Ils ne peuvent pas nous convaincre.
Il faisait nuit quand nous sommes arrivés au bateau.
Nous étions tout nus.

Nous arrivons tous du même endroit.
Nous venions tous de femmes et d'hommes.
Tous nous eûmes faim et vite des dents.
Nos mains et nos yeux à tous ont grandi
pour travailler et désirer ce qui existe.

Et maintenant ils prétendent que nous ne pouvons pas,
qu'il n'y a pas de place sur le bateau,
ils ne veulent pas nous saluer,
ils ne veulent pas jouer avec nous.

Pourquoi tant de privilèges pour vous ?
Qui vous a donné la fourchette lorsque vous n'étiez pas
encore nés ?

Ici, les gens sont mécontents.
Ce n'est pas comme cela que vont les choses.

Je n'aime pas pendant le voyage
trouver, dans les recoins, la tristesse,
les yeux sans amour ou la bouche affamée.

Il n'y a pas de vêtements pour cet automne grandissant
et encore moins, moins, moins pour l'hiver prochain.
Et sans souliers comment allons-nous faire le tour du monde ?
avec tant de pierres sur le chemin ?

Sans table, où allons-nous manger,
où nous assérons-nous, nous qui n'avons pas de chaise ?
Si c'est une mauvaise plaisanterie, décidez-vous, messieurs,
à y mettre fin rapidement,
et à parler sérieusement maintenant.

Plus tard, la mer est dure.

Et il pleut du sang.

(Tiré de : "Navigations et retours")



LE SOUTIEN DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE A LA RESISTANCE CHILIENNE

La Commission Internationale d'Helsinki

Nous reproduisons ci-dessous l'essentiel des conclusions de la première Session de la Commission internationale qui s'est tenue à Helsinki du 21 au 24 mars de cette année et qui concernent : 1 – les complots contre le peuple et le gouvernement légitime du Chili, y compris les ingérences étrangères dans les affaires chiliennes ; 2 – les violations des Droits de l'Homme ; 3 – les prisonniers politiques et réfugiés.

La Commission se compose de plus de 50 membres venant de tous les continents et représentant des opinions politiques diverses. Elle a examiné un matériel abondant, a entendu un grand nombre de témoins, et a reçu des rapports, des documents et autres preuves écrites, ainsi que des diapositives et des films.

Elle a fait la déclaration suivante :

I – Le 11 septembre 1973, une poignée d'officiers rebelles se sont livrés à un coup d'Etat contre le gouvernement légitime du Chili. Ce coup d'Etat, résultat d'un complot tramé depuis 1972, ne constitue rien moins qu'une haute trahison.

La junte militaire a tenté de justifier la prise illégale du pouvoir en accusant le gouvernement du Président Salvador Allende de tramer un complot visant à déclencher une guerre civile, avec la complicité de guérilleros entraînés à l'étranger. La junte n'a pu soumettre aucune preuve de ces allégations.

Le gouvernement du Président Allende a été élu démocratiquement et est, sans cesse, resté fidèle à sa décision de respecter la Constitution du pays ; la junte militaire, au contraire, qui se targue de protéger la Constitution, l'a en fait abrogée et a pris des mesures pour imposer une nouvelle Constitution qui liquidera vraisemblablement les droits démocratiques du peuple.

De nombreux éléments indiquent que les groupes d'intérêts étrangers ont exercé des pressions sur le Chili dans l'intention de renverser le Gouvernement. Des institutions financières publiques et privées des Etats-Unis et des firmes américaines ont agi, probablement avec l'accord tacite du gouvernement américain, pour étouffer l'économie chilienne. La Banque internationale pour la Construction et le Développement, institution spécialisée des Nations Unies, a refusé toute aide financière au Chili, dans des circonstances qui suggèrent fortement l'existence de pressions américaines.

En outre, il existe des preuves directes que la société ITT avait établi des plans pour installer le chaos économique et politique au Chili et saper le gouvernement chilien. Ces plans ont été communiqués à la CIA.

Il existe également des allégations, qui ne semblent pas dénuées de fondement, selon lesquelles la CIA aurait été impliquée dans des opérations d'infiltration et de sabotage, dans des actes de violence politique et dans le coup d'Etat même.

En outre, le coup d'Etat a coïncidé avec des manoeuvres spectaculaires de la marine américaine, au large des côtes chiliennes, seule ou avec des unités de la marine chilienne.

Ces circonstances suggèrent un modèle assez fréquent d'implication ou de collaboration des Etats-Unis dans la prise du pouvoir par les militaires, au Chili. Cette conclusion est étayée par des déclarations faites, avant et après le coup d'Etat, par d'importantes personnalités officielles américaines.

L'objectif de cette intervention semble avoir été d'empêcher le gouvernement de conquérir son indépendance économique et d'apporter des changements fondamentaux aux structures économiques et sociales.

Ce type d'ingérence dans les affaires intérieures du Chili constituerait sans nul doute une grave violation de l'indépendance politique et de la souveraineté du pays, au regard du droit international en général et de la Charte des Nations Unies.

II – Lors du coup d'Etat, les arrestations et les fusillades sans procès se sont déroulées à une grande échelle. Des gens ont été arrêtés arbitrairement et exécutés sans discrimination, sans autre raison, semble-t-il, que de terroriser et de soumettre la population. Le Palais présidentiel, les quartiers ouvriers, les usines et autres installations ont été bombardés.

(.....) En vertu d'un "état de siège en temps de guerre" fictif, proclamé ultérieurement par la junte, des tribunaux militaires ont été établis pour juger et condamner des personnes accusées d'avoir enfreint les ordres de la junte. Ces cours martiales font juridiction tant que l'état de siège demeure. Le principe de non-rétroactivité des peines n'a pas été respecté par ces tribunaux, malgré les assurances solennelles du Ministre de la Justice de la junte. La chasse à l'homme pratiquée contre les membres et les sympathisants du Gouvernement Allende vise à juger et à condamner des gens pour des actes et des politiques appartenant au passé.

Les sentences prononcées par ces tribunaux militaires sont très lourdes, irrationnelles et sans commune mesure avec les prétendus crimes des inculpés ; elles vont de trente ans d'emprisonnement à la peine de mort. Des peines aussi lourdes ont été réclamées pour les membres des forces armées qui ont refusé de participer au coup d'Etat. Les avocats de la défense ne disposent d'aucune garantie pour exercer leur métier, lorsqu'ils sont confrontés à cette procédure extrêmement sommaire.

La dictature de la junte a détruit toutes les structures et procédures démocratiques et les droits et libertés qui en découlent. Ainsi, la junte a interdit toute activité politique et déclaré illégales toutes les organisations politiques associées au Gouvernement du Président Allende, abolissant ainsi les droits fondamentaux à la liberté de réunion et d'association. Bien plus, la liberté de presse a été totalement supprimée, avec la fermeture de divers journaux et l'instauration d'une censure très sévère. Les nombreux autodafés de livres sont le symbole du mépris total de la junte pour la culture.

La répression exercée contre la classe ouvrière est une caractéristique fondamentale du régime. Le droit des travailleurs à s'organiser a été supprimé, avec l'interdiction de tous les syndicats indépendants. L'exploitation des travailleurs s'est intensifiée, avec le blocage des salaires et l'exigence d'une journée supplémentaire de travail non payée. Et même le droit au travail leur a été enlevé, avec des licenciements massifs uniquement pour raison politique.

La junte se caractérise par des accès de xénophobie. On peut déceler de pures tendances racistes dans les persécutions exercées contre certaines minorités ethniques telles que les Indiens Mapuches et les gitans.

L'image d'ensemble donnée par ces faits rappelle la montée du fascisme allemand. En conclusion, il est évident que la junte n'a jamais eu l'intention de respecter l'engagement solennel pris devant les Nations Unies de respecter les droits de l'homme et ses obligations au regard du droit international. Au contraire, la junte a bafoué des instruments internationaux aussi autorisés que la Déclaration universelle des Droits de l'Homme et le pacte international sur les droits civils et politiques de 1966, approuvé et ratifié par le Chili.

III — Un très grand nombre de prisonniers et détenus politiques est encore incarcéré dans les prisons, les camps de concentration et autres endroits. Les chiffres avancés sur leur nombre sont variables puisque la junte ne publie aucune information et ne permet aucune inspection internationale. Les chiffres les plus bas avancés par des sources dignes de foi font état de 7.000 détenus, mais ces mêmes sources soulignent qu'il est possible que ce chiffre soit bien plus élevé.

D'une façon générale, les conditions sont extrêmement dures pour tous les prisonniers. Les brutalités et les tortures sont fréquentes. De nombreux prisonniers ont été incités à s'échapper et ensuite abattus comme fugitifs. En plus des tortures physiques, les prisonniers sont maintenus dans une incertitude constante, sans connaître exactement leur situation juridique et sans contacts avec leurs époux et leurs fa-

milles. Une grande partie d'entre eux sont gardés au secret. Les cas d'accusation en bonne et due forme sont très rares et un grand nombre de personnes sont en détention préventive pour une période indéterminée. La menace de l'exécution ne cesse de planer sur leurs têtes, comme le prouve la récente annonce que des dirigeants politiques pourraient être exécutés.

Depuis le coup d'Etat, la situation des réfugiés étrangers résidant au Chili est très grave. Au moment de la prise du pouvoir par les militaires, un grand nombre d'entre eux a été torturé et assassiné. Malgré les assurances données par le Ministre des Affaires Etrangères de la junte, nombre d'entre eux ont été rapatriés de force dans leur pays d'origine. Des organisations humanitaires internationales telles que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, ont reçu la permission d'opérer, dans une certaine mesure, selon les conditions imposées par la junte, qui a complètement ignoré ses obligations aux termes de la Convention de Genève de 1959 sur les réfugiés et du Protocole annexe de 1967.

Bien que de nombreux Chiliens et étrangers aient trouvé asile diplomatique et territorial auprès de gouvernements et d'ambassades courageuses, la politique de la junte est peu conforme à la tradition et aux conventions de l'Amérique Latine concernant l'octroi de l'asile diplomatique. Contrairement aux procédures normales, des sauf-conduits ont été refusés à un grand nombre de personnes.

Bien qu'offrir l'asile diplomatique soit une action pacifique et humanitaire, les autorités de la junte n'ont pas hésité à attaquer et à intimider les membres du corps diplomatique qui ont tenté d'exercer ce droit. En violation flagrante de la Convention de Vienne de 1961 sur les relations diplomatiques, les troupes de la junte ont ouvert le feu sur l'ambassade cubaine et tué et blessé des personnes placées sous la protection de missions diplomatiques.

La Commission internationale ne doit pas être considérée comme une Cour. Elle n'en a ni les pouvoirs ni la compétence. La seule sanction dont elle dispose est le verdict moral de l'humanité.

La Commission appelle donc d'urgence toutes les personnes et toutes les organisations, tous les gouvernements et tous les organismes internationaux :

- à condamner les crimes commis par la junte,
- à oeuvrer pour isoler la junte militaire de la communauté internationale,
- à accorder un soutien actif à la lutte du peuple chilien pour restaurer le gouvernement légitime,
- à exercer des pressions sur la junte pour faire abroger l'état de guerre et libérer tous les prisonniers politiques, à mettre fin à la terreur, à fermer définitivement tous les camps de concentration.

La Commission poursuivra ses travaux jusqu'à ce que ces objectifs soient atteints.

LE TRIBUNAL RUSSELL II

Composé de 25 personnalités éminentes de différents pays d'Europe, d'Amérique et d'Afrique, le "Tribunal Russell II" sur la répression au Brésil, au Chili et en Amérique Latine, s'est réuni à Rome du 31 mars au 6 avril 1974. Il a tenu 13 séances au cours desquelles ont été présentées et vérifiées les informations sur les violations des Droits de l'Homme dont sont accusés quatre gouvernements d'Amérique Latine, dont la Junte militaire du Chili.

Nous publions ci-dessous les extraits de la sentence finale concernant le Chili.

CHILI

Passer du cas du Brésil à celui du Chili signifie passer d'un processus lent de destruction à une explosion sauvage de violence qui prétend faire en quelques mois ce que d'autres régimes dictatoriaux ont tenté de faire en plusieurs années. Inutile de souligner le caractère illégitime d'une junte militaire qui s'empare du pouvoir en abattant un gouvernement qui non seulement est constitutionnel, mais qui respecte la Constitution. Elle le fait avec une brutalité que l'on n'a jamais connue dans toute l'histoire de l'Amérique Latine. Il serait également inutile de montrer jusqu'à quel point le coup d'Etat du 11 septembre 1973 a violé les multiples dispositions constitutionnelles destinées à empêcher les actes de cette nature. Les militaires séditieux non seulement foulent aux pieds les principes juridiques et moraux mais encore leurs troupes se lancent à l'attaque du Palais de la Moneda où le Président Allende résiste héroïquement jusqu'à succomber face à l'assaut concentré de forces infiniment supérieures.

La Junte présidée par le général Auguste Pinochet cherche à démontrer dans les premiers moments qu'elle avait pris une initiative d'empêcher que le gouvernement n'applique un prétendu plan destiné à détruire l'armée chilienne ; or, une interview du général Viaux filmée dans la prison où il était incarcéré après l'assassinat du général Schneider, et qui a été projetée dans l'une des séances du Tribunal, prouve de façon décisive que les militaires avaient projeté le coup d'Etat avant même le début du gouvernement d'Unité populaire et que leurs arguments, sous le prétexte d'une légitime défense, manquent de tout fondement. Les déclarations ultérieures du général Pinochet ont confirmé le fait.

Il est difficile de parler avec froideur du cas chilien face à un spectacle où le sang semble tout envahir. Commençons, cependant, à mentionner la suppression des droits politiques étant donné que ce procédé donne à la junte des armes tout aussi efficaces que les mitrailleuses pour détruire les adversaires. Le Congrès National est dissout écrasant ainsi toute possibilité d'expression populaire. On dissout également tous les partis politiques puisque, selon un des membres de la Junte "le silence politique est nécessaire". Le pouvoir judiciaire est mis à l'écart grâce à de grossiers subterfuges qui sont sans appel, et permettent aux conseils de guerre de devenir les seuls à pouvoir juger et condamner, encore que dans des milliers de cas il n'a pas été nécessaire d'utiliser leurs services puisqu'on leur a purement et simplement substitué l'assassinat ou les exécutions de masse.

La presse internationale a largement informé l'opinion sur l'horreur de la répression sur tout le territoire chilien, une horreur exercée avec la même violence sur les nationaux

comme sur les étrangers. Des épisodes comme les journées sanglantes du Stade National symbolisent brièvement et en quelques lignes le panorama qui, en fait, s'est déroulé sur tout le pays. Il est impossible encore aujourd'hui de calculer le nombre des morts, des prisonniers, des torturés, les camps de concentration, les "suicides" et les "morts par maladie" d'importantes personnalités du régime militaire. Le climat de violence continue, qui maintient la population dans un état d'angoisse permanente — voilà les aspects d'une violation généralisée des plus élémentaires droits de la personne humaine.

A cette véritable orgie de violence physique, s'ajoute l'accumulation de mesures coercitives destinées à supprimer les plus importants droits sociaux, à créer un climat d'insécurité dans tous les secteurs de la vie publique ou privée, dans les emplois, dans les organisations syndicales dont les dirigeants ont été systématiquement arrêtés. S'ajoutent à cela les graves violations commises contre le droit international : l'assaut d'une ambassade, les assauts de personnes qui se sont réfugiées à l'intérieur ont été suffisamment commentés par la presse internationale pour qu'il ne soit pas nécessaire d'en rapporter les détails. Mais ce qui répugne le plus dans ce mépris du droit est la forme par laquelle la junte a expulsé du pays les réfugiés politiques venant d'autres pays latino-américains qui, dans de nombreux cas, (comme celui d'un grand nombre de Boliviens) ont été reconduits directement dans leurs pays d'origine, ce qui signifie, en d'autres termes, qu'ils étaient condamnés à la prison, à la torture ou à la mort.

La répression culturelle a été particulièrement sauvage : destruction du système universitaire par la suppression de son autonomie, fermeture de nombreux centres d'étude, élimination de professeurs et d'étudiants, autodafé pour les livres considérés subversifs, révision des programmes d'étude afin d'éliminer tout contenu idéologique jugé dangereux.

Ainsi que nous nous le sommes demandés dans le cas du Brésil, est-il nécessaire d'en dire plus ? Nous ne le croyons pas, mais pourtant il nous semble nécessaire de souligner encore la présence et l'assistance d'éléments étrangers, complices de la Junte dans l'exécution du coup d'Etat militaire et dans la brutale répression contre le peuple chilien. Le Tribunal a eu à connaître de la présence de policiers brésiliens qui ont collaboré, au Stade National, à la torture des réfugiés de ce pays. D'autre part, cette assistance étrangère avait commencé bien avant, avec l'intervention ouverte de l'ITT à travers ses manoeuvres pour renverser le régime de l'Unité Populaire ainsi que l'appui de la CIA aux grévistes qui ont paralysé l'économie chilienne et ont préparé les conditions favorables au coup d'Etat du 11 septembre 1973.

LA 59^e SESSION DE L'O.I.T.

Réunie à Genève le 21 juin 1974, la 59^{ème} session de l'Organisation Internationale du Travail des Nations Unies a adopté une résolution sur les droits de l'homme et les droits syndicaux au Chili que nous reproduisons ci-dessous :

RESOLUTION CONCERNANT LES DROITS DE L'HOMME ET LES DROITS SYNDICAUX AU CHILI

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Exprimant sa profonde préoccupation devant la gravité de la situation au Chili en ce qui concerne l'arrestation, l'exécution et la déportation de syndicalistes, la violation des droits de l'homme et des droits démocratiques, la dissolution d'organisations syndicales et les restrictions apportées au droit d'organisation et de négociation collective ;

Se référant aux rapports et recommandations du Comité de la liberté syndicale qui ont été soumis au Conseil d'administration et adoptés par lui à sa 191^{ème} session (novembre 1973) et sa 192^{ème} session (février-mars 1974) ;

Constatant que la junte militaire a augmenté la semaine de travail de quatre heures (décret N° 35) et simultanément bloqué les salaires, en violation de toutes les conventions nationales et professionnelles au Chili et en flagrante violation des principes et normes inscrits dans la Constitution de l'OIT et dans la convention (N° 1) sur la durée du travail (industrie), 1919, ratifiée par le Chili ;

Constatant que les autorités chiliennes ont fait licencier (décret-loi N° 32) des dizaines de milliers de travailleurs de l'industrie, des fermes, des services, de la fonction publique, des universités, et interdit tout emploi à ces personnes en violation des plus élémentaires principes de non-discrimination fondée sur l'opinion politique ou syndicale et surtout des dispositions de la convention (N° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958, ratifiée par le Chili ;

Soulignant le fait que la junte militaire a suspendu le fonctionnement des commissions de conciliation et des tribunaux d'arbitrage du travail (ordre N° 36) en établissant ainsi un strict contrôle par les autorités militaires des instances de la justice du travail ;

Notant que le Conseil d'administration a décidé de demander aux autorités chiliennes de donner leur consentement à la visite de la Commission d'investigation et de conciliation en matière de liberté syndicale ;

Notant que les autorités chiliennes ont maintenant répondu favorablement à la demande du Conseil d'Administration,

1. Invite instamment les autorités chiliennes :

- a) à mettre fin aux violations des droits de l'homme et des droits syndicaux et à lever toutes restrictions à l'exercice des activités syndicales ;
- b) à procéder à la fermeture des camps de concentration où se trouvent internés des travailleurs, militants et dirigeants syndicaux pour des motifs politiques ;
- c) à assurer la vie sauve et la liberté, dans le cadre d'une amnistie générale, aux travailleurs, militants et dirigeants syndicaux et de tous les partis politiques arrêtés, déportés ou emprisonnés ;
- d) à abroger les lois, décrets-lois et ordres de répression adoptés depuis le 11 septembre 1973 afin que les travailleurs chiliens puissent jouir pleinement des libertés démocratiques et des droits syndicaux ;
- e) à annuler les mesures de dissolution à l'égard de la Centrale unique des travailleurs (CUT) en garantissant son libre fonctionnement ;
- f) à supprimer les tribunaux d'exception et à soustraire à la justice militaire les activités syndicales ;
- g) à mettre fin aux pratiques de torture contre les militants et dirigeants syndicaux, et à punir ceux qui se sont rendus responsables de tels actes inhumains ;
- h) à octroyer des sauf-conduits à tous les dirigeants syndicaux et de tous les partis et organisations qui se trouvent dans des ambassades ;

2. Invite le Conseil d'Administration du Bureau international du Travail à charger le Directeur général :

- a) de prendre de toute urgence les dispositions nécessaires pour l'envoi immédiat au Chili de la Commission d'investigation et de conciliation ;
- b) de former, conformément à l'article 26, paragraphes 3 et 4, de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, une commission d'enquête ayant pour mission d'étudier la non-application par le Chili de la convention (N° 1) sur la durée du travail (industrie), 1919, et de la convention (N° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958, qu'il a ratifiées, et de déposer un rapport à ce sujet à la 195^{ème} session du Conseil d'administration ;
- c) de suivre de façon permanente l'évolution de la situation syndicale au Chili et de soumettre des rapports au Conseil d'administration à sa 194^{ème} session et à la Conférence générale à sa 60^{ème} session (1975).

LA CONFERENCE DE SOLIDARITE AVEC LE CHILI MARQUE UNE DATE DANS L'UNION DES PEUPLES VINGT-HUIT PAYS EUROPEENS AU PALAIS DES CONGRES DE PARIS

L'opinion publique internationale a rarement manifesté son refus des violations des droits de l'Homme avec une force comparable à celle qui s'est développée à propos du Chili. François Mitterrand l'a relevé dans son discours de clôture du Congrès de solidarité avec ce pays (Paris, 6 et 7 juillet) :

"Je pense que c'est la première fois qu'une conférence internationale de ce genre a pu rassembler autant de participants, venus d'horizons souvent très différents, et réunis pour une même cause. Ce n'est pas la première cause juste, c'est la première fois qu'on se rassemble autour d'une cause juste".

Cette réunion significative, qui a regroupé pratiquement toute la gauche européenne, devra être considérée comme la renaissance d'une volonté d'union, destinés à vaincre l'exploitation capitaliste et la menace fasciste. Des faits aussi monstrueux que l'écrasement du régime démocratique de Salvador Allende par la trahison et le massacre de la population chilienne ont été nécessaires pour imposer cette unité d'action oubliée durant tant d'années au bénéfice des groupes réactionnaires.

Parce que les événements du Chili constituent un véritable scandale ! Comme l'a souligné Etienne Fajon, il s'agit d'un crime qui a permis que "des forces politiques, syndicales, philosophiques et confessionnelles diverses, venant de pays d'Europe différents par le régime politique et social soient réunies dans cette salle".

A la tribune, les représentants de la longue liste des pays, partis, syndicats, organisations religieuses et de jeunesse..... qui ont signé l'appel à l'opinion publique internationale (ci-joint) ont souligné l'indignation suscitée par l'action brutale des fascistes chiliens, et réaffirmé leur volonté de lutter pour le rétablissement de la liberté et de la démocratie dans ce pays torturé. Pensant aussi à l'Europe, ils ont réclamé l'unité dans la lutte contre le fascisme toujours menaçant. Aarne Saarinen, président du P.C. finlandais ; André Cools, président du Parti Socialiste Belge, Aldo Tortorella, du bureau politique du PC italien, J. Campinos, du Parti socialiste portugais, Age Kanerman du Parti radical hollandais sont intervenus dans ce sens.

LA RESISTANCE

La délégation chilienne était menée par la fille du président martyr, Béatrice Allende ; par Carlos Altamirano du P.S. ; Orlando Millas, Gladys Marin et Manuel Cantero du PC ; Bosco Parra, de la Gauche chrétienne, Juan Vega du MAPU ; Arcalaus Lovonel du Parti radical. Edgardo Henriquez du MIR ; Jorge Arrate, coordinateur général de la gauche chilienne en Europe.

Les dirigeants chiliens ont analysé pour leurs camarades européens la résistance à l'intérieur du pays. Chaque jour, de nouveaux secteurs de la population adoptent une attitude plus résolue, alors même que les militaires fascistes n'ont pas réduit l'oppression du peuple et maintiennent "l'état de guerre" qui leur permet de commettre impunément tous les crimes. Les partis de l'Unité populaire fonctionnent dans la clandestinité et les structures de relation politique se rétablissent, défiant un appareil policier toujours plus raffiné, appuyé par des experts de la CIA, les fascistes brésiliens et d'anciens SS de l'Allemagne nazie. Le couvre-feu nocturne n'a pas été levé depuis le putsch de septembre, signe éloquent de l'insécurité de la Junte. Les mots d'ordre apparaissent sur les murs ; dans les cinémas, les sifflets saluent l'apparition d'un militaire ; les gens se plaignent en faisant la queue devant les boutiques, ces queues qui devaient disparaître dans la société de consommation et le nouveau "miracle chilien" promis par les putschistes.

Le large front antifasciste convoqué par l'appel du 1er mai de la résistance intérieure chilienne acquiert une forme combative et la conférence européenne de Paris a montré que l'appui extérieur à cette lutte est extraordinaire.

Par ailleurs, d'autres orateurs, comme Macherov et Chalaev d'URSS, Guori du Parti socialiste ouvrier hongrois, ont demandé que soit réalisé l'isolement diplomatique et politique de la junte, que l'on "empêche aux monopoles et à l'impérialisme de livrer des armes et des fonds aux fascistes de Santiago". Ils ont aussi signalé l'aide que les pays socialistes offrent et offriront à la résistance chilienne.



FRANCE - AMERIQUE LATINE

Le Comité France-Amérique latine a été fondé en 1967 pour exprimer la protestation de nombreuses personnalités françaises contre la répression qui frappait les révolutionnaires et les démocrates au Brésil et dans plusieurs pays d'Amérique latine. Il a été constitué en Association déclarée (loi de 1901), en 1970.

FRANCE-AMERIQUE LATINE est une association de personnes (non un cartel d'organisations). Il réunit des adhérents français et latino-américains résidant en France.

Les adhérents peuvent être regroupés en comités locaux, sur la base de leur lieu de travail ou de leur localité d'habitation.

Le C.F.A.L. est dirigé par un Comité directeur, élu chaque année par l'Assemblée générale, qui désigne en son sein une Présidence collective et un Bureau exécutif. Un Conseil latino-américain assiste le Bureau exécutif.

LES DEUX OBJECTIFS DE FRANCE-AMERIQUE LATINE

France-Amérique latine poursuit deux objectifs :

- Informer d'une façon objective les Français sur la vie sociale, économique, politique et culturelle des pays latino-américains ;

- Apporter une solidarité active aux latino-américains vivant en France et un soutien aux peuples d'Amérique latine dans leur lutte pour leur indépendance nationale et l'amélioration de leur niveau de vie.

A la suite du coup d'Etat militaire au Chili, la solidarité à l'égard des réfugiés du Chili en France a pris une part importante de l'activité du Comité.

Pour l'information en France sur les problèmes de l'Amérique latine, France-Amérique latine

édite et diffuse chaque mois des Notes d'information sur l'actualité en Amérique latine pendant le mois précédent. Elle publie d'autre part un bulletin trimestriel permettant de découvrir la vie sociale et politique et la culture des peuples d'Amérique latine. Elle publie également des bulletins spéciaux consacrés à un pays (actuellement parus : la Bolivie, le Chili ; en préparation le Brésil).

organise ou met à la disposition des Maisons de Jeunes, des Comités d'entreprise, etc...

- des cycles de conférences avec la participation de spécialistes français ou latino-américains ;
- des expositions photos ;
- des manifestations artistiques, soirées musicales, chants et danses folkloriques, expositions de peintres latino-américains ;
- des expositions-ventes d'objets d'artisanat.

FRANCE-AMERIQUE LATINE a organisé, en liaison avec d'autres associations de solidarité pour les réfugiés du Chili, des services de solidarité spécifiques :

- accueil, hébergement, recherche de logement ; conseil juridique ; soins médicaux et dentaires ; orientation et entraide universitaire ; aide pour la recherche d'un travail ; vacances des enfants de réfugiés.

La Commission de Solidarité FRANCE-AMERIQUE LATINE composée pour moitié de membres français et de membres latino-américains, étudie les demandes d'aide qui lui sont présentées et peut accorder une aide financière sous forme de dons ou de prêts.

Une permanence solidarité se tient à Paris, tous les jours, 11 rue du Caire dans le 2ème arrondissement (tél. 236 63 75) de 14 h 30 à 19 h, au siège du Comité.

Un fonds de solidarité centralise les collectes et les dons destinés à l'aide aux réfugiés d'Amérique latine.

Adresser les dons à : Mlle Yvonne DELMON, en précisant au dos du chèque "solidarité France-Amérique latine".

LE COMITE DIRECTEUR DE L'ASSOCIATION

Présidents :

Guy AURENCHÉ (Mouvement des Juristes catholiques)
Antoine BLANCA (Parti Socialiste)
Georges FOURNIAL (Parti Communiste Français)

Secrétariat :

Secrétaire général : Dominique LAHALLE
Secrétaires adjointes : Marcelle BERNARD
Cécile CUCHE

Bureau Exécutif :

Rédaction du Bulletin	Michèle BERNU
Notes d'information	Pierre GILHODES
Activités culturelles	Ivan DENYS
Relations avec la presse	Claude BLOCH
Relations internationales	François DELPRAT
Trésorière	Florence AUDIER
Trésorière adjointe	Yvonne DELMON

Membres du Comité Directeur :

Gièze ARNAUD (Directrice d'Ecole)
Paul BOUAZIZ (Association des juristes démocrates)
Simone COCOUZ (Comité de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien)
André FURST (C.G.T.)
Bernard GERARDIN (Comité France-Brésil)
Louis JOINET (Syndicat de la Magistrature)
Yves MEUROU (C.F.D.T.)
Philippe MOURGUES (Syndicat National des Chercheurs Scientifiques)
Carlos SERRANO (Syndicat National de l'Enseignement Supérieur)
Christine THOUSEAU (artiste)

POUR UN LARGE FRONT ANTIFASCISTE

extraits de l'appel lancé à l'occasion du 1er mai par les partis de l'Unité populaire,

Après avoir rendu hommage au président Salvador Allende et "à tous ceux qui sont tombés en luttant pour la cause de leur peuple", la déclaration fait l'historique du mouvement populaire qui porta, le 4 septembre 1970, le candidat de la gauche à la présidence de la République. Rappelant les principales mesures prises par le gouvernement de l'Unité populaire, elle souligne "le gigantesque développement de la participation du peuple dans la conduite du destin de son pays", qui permet d'affirmer "le caractère profondément national, populaire et révolutionnaire du gouvernement populaire".

QUELS SONT LES AUTEURS DU COMLOT PUTSCHISTE ?

"Pourtant, poursuit la déclaration, ce processus, qui exprimait les aspirations et défendait les intérêts de l'immense majorité des Chiliens, a été stoppé. Nous avons subi, provisoirement, une dure défaite.

"Pourquoi ? Avant tout, parce qu'un processus de cette nature ne pouvait être toléré par ceux qui contrôlaient le pouvoir et la richesse durant 150 ans. Le succès du gouvernement populaire et la mise en oeuvre de son programme signifiait la destruction pour toujours du pouvoir d'une minorité privilégiée associée aux intérêts de l'impérialisme étranger. C'est pour cette raison que cette minorité déclara une lutte à mort au gouvernement de l'Unité populaire dès l'avènement de celui-ci. Au mépris absolu des intérêts patriotiques, elle organisa le boycott et le sabotage économique, utilisa sans retenue le crime politique et l'attentat terroriste, viola les règles juridiques qu'elle avait elle-même instituées, parce qu'elles ne servaient plus ses intérêts ; elle sema le chaos dans le pays et prépara patiemment le complot putschiste, en exerçant des pressions, en isolant, finalement en déplaçant les chefs des forces armées qui se tenaient sur une position patriotique et respectueuse de la Constitution.

"Le coup d'Etat, souligne la déclaration, fut, dès le premier moment, l'objectif final de la minorité réactionnaire. La droite savait que, après les élections présidentielles de 1970, elle ne pourrait jamais reprendre pacifiquement le pouvoir.

NOUS N'ELUDONS PAS LA RESPONSABILITE DE NOS ERREURS

"Cependant, poursuivent les partis de l'Unité populaire, nous ne devons pas éluder la responsabilité de nos erreurs dans la défaite qu'a représentée pour le peuple du Chili le renversement du gouvernement populaire. La résistance des ennemis du peuple s'appuyait sur leur immense pouvoir économique et sur l'aide étrangère, mais elle était le fait d'une minorité. Si cette minorité a réussi à attirer de son côté des couches sociales dont les intérêts objectifs étaient indissolublement liés au développement du progrès et du succès du gouvernement populaire, le mouvement populaire et ses organismes dirigeants en portent la principale respon-

sabilité historique. Nous avons été incapables d'assurer une orientation politique unique qui aurait entraîné les forces du peuple et lui aurait donné la possibilité d'affronter ses ennemis avec succès. Ceci a permis aux déviations de gauche et de droite de nuire au développement du processus (....)

"La plus grande faiblesse de l'Unité populaire fut son incapacité à éviter l'isolement de la classe ouvrière et à obtenir de la majorité du peuple l'appui nécessaire. Cette faiblesse fut aggravée de façon décisive par les conceptions ultra-gauchistes qui exerçaient leurs pressions sur l'Unité populaire et le gouvernement. Profitant de ces erreurs, les ennemis déclarés du gouvernement populaire réussirent à attirer vers leur politique d'importantes couches sociales, petits et moyens industriels, artisans et représentants des professions libérales, ainsi que d'autres couches de la population à faible conscience politique, dont les intérêts n'avaient pourtant rien à voir avec ceux des impérialistes et de la grande bourgeoisie. Sur le plan politique, ces conceptions sectaires et étroites de l'opportunisme de gauche servirent le jeu de la fraction dirigée par M. Frei en lui permettant d'entraîner la Démocratie chrétienne dans une politique d'opposition intransigeante au gouvernement populaire (....)

"Dans le mouvement populaire, souligne la déclaration, il y eut un manque de compréhension de la situation interne et des caractéristiques spécifiques des institutions militaires chiliennes, ce qui rendit difficile la collaboration entre le mouvement populaire et les secteurs patriotiques et constitutionnalistes. L'isolement général de la classe ouvrière se refléta dans l'isolement des secteurs fidèles à la Constitution et dans les progrès des putschistes au sein des forces armées.

"Le bilan de la gestion dans le gouvernement, que nous devons encore approfondir davantage pour en tirer les leçons nécessaires à notre lutte future, montre que se manifestèrent également certaines expressions d'un opportunisme de droite, traduites principalement par la faiblesse pour envisager les modifications profondes de structures de l'Etat bourgeois, par des conceptions bureaucratiques, des insuffisances dans la participation des travailleurs, des foyers de corruption administrative, par l'insensibilité, aussi, de certains fonctionnaires du gouvernement devant les problèmes concrets des masses, par trop de tolérance devant les attaques du fascisme et la mobilisation insuffisante des masses pour appuyer les mesures prises par le gouvernement populaire.

"Mais la principale raison de l'isolement de la classe ouvrière fut l'incapacité de notre direction à obtenir une politique d'alliance qui aurait isolé nos ennemis principaux. Le 11 septembre, c'est davantage une défaite politique qui a eu lieu plutôt qu'un échec militaire de la résistance directe au coup d'Etat.

Après avoir montré que la politique de la junte militaire est le contraire même de ce que disaient défendre les opposants au gouvernement de l'Unité populaire, la déclaration rappelle ce qu'affirmait l'Unité populaire avant le putsch : "L'unique possibilité pour maintenir la domination impérialiste et capitaliste au Chili réside dans le fascisme le plus cruel et brutal."

"Du point de vue politique, poursuit la déclaration, la répression s'abat non seulement sur les forces de gauche et la classe ouvrière, mais aussi de plus en plus, sur la Démocratie chrétienne, sur des indépendants sans parti et même aussi sur les églises chrétiennes."

UNITE DES FORCES DEMOCRATIQUES PROGRESSISTES ET REVOLUTIONNAIRES

"La tâche de premier plan est d'organiser et de transformer en action de masses la répulsion que les actes du fascisme inspirent à l'immense majorité de la nation. Pour remplir cette tâche urgente, la première chose à faire est de consolider l'unité. La douloureuse expérience que nous traversons, l'exploitation que nos ennemis ont faite de nos différences passées souligne aujourd'hui plus que jamais la nécessité d'approfondir l'unité des forces démocratiques, progressistes et révolutionnaires.

"L'Unité populaire appelle tout le peuple à s'unir pour défendre l'avenir de notre patrie. Il existe une large base de convergences sur des objectifs immédiats vers lesquels tous les démocrates doivent marcher unis et à partir desquels nous devons construire le front antifasciste."

- 1) Imposer les droits de l'homme.
- 2) Le rétablissement des droits démocratiques.
- 3) La lutte pour la défense du niveau de vie et de l'emploi.
- 4) La lutte contre la politique d'appauvrissement des petits et moyens agriculteurs, commerçants et industriels.
- 5) La défense de l'indépendance nationale.

LES OBJECTIFS DU FRONT ANTIFASCISTE

"L'objectif final du Front antifasciste est la déroute de la dictature, la destruction de l'Etat totalitaire et policier, la construction d'un nouvel Etat démocratique, national, pluraliste et populaire qui développera toutes les conquêtes de notre pays et de notre peuple, qui liquidera le pouvoir de l'impérialisme et de la grande bourgeoisie monopoliste et agraire, garantira les intérêts de la grande majorité des citoyens en édifiant une économie assurant le développement indépendant du pays (....)

"Notre objectif n'est pas la simple restauration des institutions démocratiques renversées le 11 septembre, ni la répétition mécanique de l'expérience du gouvernement populaire.

Les vieilles institutions se sont montrées incapables de se défendre avec succès contre l'agression fasciste et de canaliser, de manière adéquate, la volonté de l'immense majorité du pays qui exigeait de profondes transformations sociales.

"De la lutte antifasciste doit surgir un nouvel Etat. Les nouvelles institutions doivent assurer l'exercice réel du pouvoir par les majorités et éliminer définitivement du pays le fascisme civil et militaire."

"Du point de vue politique, la participation de plus en plus active de la démocratie chrétienne à la lutte antifasciste est une nécessité de la plus haute importance. Nous souhaitons que l'ensemble de la DC s'intègre pleinement à la résistance et au Front antifasciste. Nous savons que ce processus ne sera pas facile. Mais nous pensons que l'expérience vécue nous apprend mutuellement que nous avons des ennemis communs, les ennemis de la patrie ; qu'il est possible de définir une perspective commune pour libérer le Chili de la dictature, de l'arriération et de la domination étrangère.

"Nous aspirons également à développer l'unité dans la lutte antifasciste avec les organisations de gauche qui ne font pas partie de l'Unité populaire, sur la base d'un accord sur le programme, les méthodes de lutte et de relations de fraternité et de respect dans le travail commun."

FORMES DE LA LUTTE ANTIFASCISTE

"Le caractère et les formes de la lutte antifasciste seront déterminés dans une très large mesure par le comportement politique des forces armées et des carabiniers.... Le mécontentement général engendré par la politique de la junte se fait aussi sentir dans les rangs de l'armée et des carabiniers. Une attitude correcte à l'égard des forces armées est un problème de première importance. Il convient de combattre avec la plus grande énergie la politique fasciste du haut commandement, de certains officiers et de certaines unités, et, en même temps, d'encourager le retour aux traditions démocratiques et patriotiques des militaires et l'hostilité à l'orientation fasciste qui domine aujourd'hui.

"Il n'est pas possible actuellement de déterminer avec précision le caractère final que revêtira la lutte pour le renversement de la dictature. L'essentiel est d'oeuvrer pour créer les conditions de son isolement dans tous les domaines et de développer, de manière créatrice, la capacité du mouvement populaire à se battre sur le terrain que la vie nous imposera. La tâche principale du moment est de transformer le mécontentement grandissant contre le fascisme en organisation, en énergie politique, en mobilisation des masses contre la dictature.

"Nous repoussons énergiquement le terrorisme et les actions aventuristes parce qu'ils ne contribuent pas à isoler la dictature et fournissent des prétextes faciles à la répression.

"Les partis de l'Unité populaire veulent épargner au peuple de nouveaux sacrifices.... Les formes de lutte doivent être déterminées compte tenu de la nécessité d'unir toutes les forces démocratiques, du niveau de conscience atteint par les masses, du rapport réel des forces, chaque action devant concourir à rendre ce rapport des forces favorable au peuple."